

Avril 1929
Quatrième Année. — N° 29

REVUE MENSUELLE

Le Numéro

FRANCE : 3 francs

ÉTRANGER : 5 francs

ABONNEMENT.....

Un an : 30 francs. —

ÉTRANGER : 50 francs

PROMETHEE



Organe de Défense Nationale des Peuples du Caucase, de l'Ukraine et du Turkestan

SOMMAIRE

Foch	***
L'Ukraine et la Russie.....	Emmanuel EVAIN <i>Député de Paris</i>
P. N. Milioukov	G. G.
La politique arménienne de la Russie	TAÏMOURZA
Trotsky et la Géorgie	Kh. CHAVICHVILI
L'indépendance du Caucase comme facteur de la paix	T. ELEKHOTY
La question du Caucase au Parlement suisse	X.
Le communisme et la vie culturelle en Ukraine soviétique.....	S. N.
Abdin-Bey Mir Kassim (nécrologe)	

REVUE DE LA PRESSE

« Paneurope »

CHRONIQUE

Ukraine. — Caucase du Nord. — Azerbaïdjan. — Géorgie.

RÉDACTION & ADMINISTRATION :

M. Georges GVAZAWA

LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINÉ, 3, Rue du Sabot, PARIS (6^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale

des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

FOCH

Le maréchal Foch est mort.

L'humanité ne manque pas de génies militaires : les noms d'Alexandre le Grand, d'Hannibal, de Jules César et de Napoléon brillent d'un vif éclat au firmament de l'Histoire ainsi que des étoiles de première grandeur. En la personnalité du maréchal Foch s'ajoute un nouvel astre à cette constellation d'étoiles, les égalant toutes par l'éclat de son génie militaire, les dépassant par l'importance du rôle qu'il a joué dans l'évolution du monde.

Grâce aux remarquables conquêtes de l'esprit humain, à la maîtrise de l'espace, notre pauvre planète s'est rétrécie. Les échanges de produits matériels et moraux entre peuples sont devenus inéluctables et la coopération internationale dans la paix et la dignité s'est imposée à tout esprit, à toute conscience éclairée.

Au point où en était hier encore l'humanité, deux grands courants d'idées se sont dressés : l'idée du droit, d'une part, et celle du poing cuirassé, de l'autre. Le choc devenait inévitable. Il se produisit en effet, et le monde en a ressenti une formidable secousse. Et si le premier de ces courants n'a pas réussi à donner tout ce qu'on pouvait en attendre, le second, du moins, a pu être enrayé.

Qu'il nous soit ici permis de dire en toute franchise que l'Allemagne impériale a toujours été un pays où l'idéologie de l'épée bien aiguisée et du chiffon de papier a, de tout temps, été cultivée. Malgré ses admirables conquêtes dans le domaine intellectuel et technique, elle n'en a pas moins été une citadelle de réaction en Europe et un avant-poste des puissances fondées sur le knout et le mépris du droit. Mais la démocratie occidentale n'avait aucun désir de s'incliner devant une volonté de domination, d'où qu'elle vint, et elle dut entrer en conflit avec les empires allemands, austro-hongrois, turc et puis russe.

— Comment, nous dira-t-on, la Russie...

En vérité, la Russie a été une alliée de la France; elle y a apporté sa part de sacrifices pour la victoire finale, ce qui prouve seulement que les efforts des esprits clairvoyants et des diplomates ne sont pas toujours vains. Les combinaisons politiques ont souvent de curieux effets et la participation de la Russie à la guerre du côté des alliés n'a été, à vrai dire, qu'une oscillation de la politique traditionnelle de la Russie depuis l'épo-

que napoléonienne; elle a d'ailleurs redressé la ligne de sa politique à Brest-Litowsk... Mais tout cela n'est que détails, et là n'est pas la question.

L'essentiel, c'est le changement de la face politique du monde. Avant la guerre, on comptait quatre grands empires : Allemagne, Autriche-Hongrie, Russie et Turquie. Après la guerre, ils ne sont plus. Les démocraties occidentales sont restées, toujours avec toutes leurs institutions libres; les empires, par contre, se sont effondrés en dépit de leur knout et de leur poing cuirassé. Le souffle créateur de la liberté a dressé plus de 10 millions d'hommes contre ces survivances du moyen âge, et il a renversé ces formidables obstacles qui pesaient d'un poids écrasant sur le monde, barrant la route à son évolution normale.

Des ruines fumantes des empires déchus sont sorties de jeunes et vigoureuses nations, longtemps malheureuses, que conquérants et oppresseurs, bénéficiaires impitoyables des méfaits de la force brutale, s'obstinaient à considérer comme dégénérées ou mortes. Elles ont ressuscité, elles ont respiré à pleine poitrine et se sont empressées d'emboîter le pas au mouvement général, basé sur la notion du droit et de l'honneur. C'est ainsi que croulèrent les derniers ramparts protégés par le « poing cuirassé » : l'Allemagne impérialiste dut dire adieu à ses rêves de domination mondiale et se constituer en une république; l'empire autrichien n'existe plus, l'empire turc également; et quant à l'empire russe, il s'est disloqué... Si les bolcheviks ont momentanément réussi à en reconstituer une partie, il n'en est pas moins vrai que le souffle vivifiant continue son œuvre libératrice... Quel spectacle ! Jamais l'Histoire n'a connu une victoire aussi noble et d'une envergure aussi grandiose.

Foch ! C'est lui qui a remporté cette victoire, lui qui en a précisé l'idée fondamentale dans un ordre du jour, magnifique dans sa simplicité : « Soldats ! annonçait-il, vous avez gagné la plus grande bataille de l'Histoire et sauvé la cause la plus sacrée : la liberté du monde. »

De son roc où il est enchaîné, Prométhée, le cœur serré de douleur, scrute, anxieux, l'horizon... et l'Arc de Triomphe, où repose le Soldat Inconnu et où vient de passer la dépouille mortelle du glorieux soldat, lui apparaît comme une porte ouverte sur l'avenir radieux et prochain.

Il perçoit déjà le chant des Océanides.

* * *

L'Ukraine et la Russie

C'est encore à la question d'Ukraine que M. Emmanuel Evain, député de Paris, ancien président du Conseil municipal, consacre l'article que nous donnons aujourd'hui. On n'a pas oublié les études sur l'Ukraine que nous avons publiées à diverses reprises. Cette fois, M. Evain examine plus particulièrement les différences ethnographiques entre le peuple russe et le peuple ukrainien.

Evidemment, dit-on, on ne saurait nier qu'il existe un pays qui se nomme l'Ukraine. Les événements ont prouvé que son peuple a conscience de sa nationalité distincte, qu'il a le culte de sa patrie, et qu'il veut avoir

sa place libre au soleil. Mais est-il capable de créer un Etat indépendant ? Où sont ses frontières ? Vous ne les trouverez pas.

Voilà les propos que nous avons entendu échanger quelquefois entre hommes politiques français. Paroles ne reposant pas sur une pensée approfondie. Etudions la plaine de l'Est européen; elle n'est coupée par aucune grande chaîne de montagnes. Des fleuves, comme le Dnieper ou la Volga, traversant, l'un le cœur de l'Ukraine, l'autre celui de la Russie. Mais on ne trouve à la limite des deux pays que des rivières secondaires, ne présentant, en somme, aucun obstacle sérieux à une entreprise militaire.

Ce point est hors de doute. Mais quelle en est la portée de nos jours ? Les frontières, dites stratégiques, présentent-elles, dans nos temps modernes, un obstacle réel aux troupes d'un voisin trop belliqueux ? Les canons tirent à des centaines de kilomètres; les avions dominent de plus en plus la bataille, l'unique frontière entre deux peuples, même au point de vue militaire, c'est leur ténacité, leur volonté de « vivre libre ou mourir ».

Ce qui est nécessaire avant tout pour la création d'un Etat tel que peut être l'Ukraine, c'est une frontière ethnographique.

Dès lors, la question capitale qui se pose est la suivante :

Est-il possible, sans trop de difficultés, de marquer cette frontière entre la Russie et l'Ukraine ?

Notre réponse sera très nette.

La frontière ethnique des Russes et des Ukrainiens est aisée à tracer. Il suffit d'un examen, même superficiel, pour en voir l'existence. D'un côté, on trouve des villages dessinés et bâtis suivant le concept ukrainien; de l'autre, plans et constructions sont de style russe. Dans les villages ukrainiens, les petites maisons blanches sont coiffées de toits de chaume, qui s'inclinent sur les quatre faces; elles sont toujours précédées d'un petit jardin riant. Ces villages sont comme nichés dans la verdure, alors que les habitations grands-russes se découpent strictement sur un horizon dénudé. Elles sont faites de bois non peint, pas même blanchi, d'un aspect sombre. Rarement, un jardin les entoure, rarement un arbre les égale. Les toits en lattes généralement, descendent en dos d'âne. Les cours, splendeur des demeures grands-russes et des demeures ukrainiennes, voisinent aussi complètement. A la frontière, les villages ukrainiens et grands-russes voisinent souvent. On peut rencontrer un village ukrainien ou un village grand-russe situé à quelques dizaines de verstes en deça ou au-delà de la frontière ethnographique. On ne voit néanmoins jamais de maisons construites en partie d'après le type ukrainien et en partie selon le genre grand-russe. Les deux styles ne se mêlent pas.

Malgré quelques vestiges d'influences orientales subies dans le passé, le peuple ukrainien a conservé un caractère slave beaucoup plus accusé. Il se rapproche davantage des Slaves du Sud que des Grands-Russes, bien que la langue des Grands-Russes et des Ukrainiens, si différentes l'une et l'autre, appartiennent toutes deux au même groupe de langues slaves.

A la clarté de l'histoire, les divergences entre les deux peuples s'expliquent facilement. Le peuple ukrainien et le peuple russe sont restés, pendant des siècles, séparés et n'ayant pour ainsi dire aucune frontière commune. Les peuplades nomades occupaient d'immenses territoires et le peuple ukrainien devait habiter une partie du nord, et surtout de l'occident de ces territoires. Le peuple grand-russe s'est formé dans le nord, près de Moscou. Il n'osait guère s'aventurer trop profondément dans

les steppes du sud, où les peuplades nomades étaient en force et par cela même redoutées. Ce n'est que plus tard (xvii^e et xviii^e siècles) après l'amoindrissement de la puissance que les peuplades ukrainiennes émigrant vers l'est, se rencontrèrent avec les Russes, qui émigraient vers le sud.

Quand deux peuples plus ou moins apparentés ont, pendant des siècles, entretenu des relations de voisinage remontant jusqu'aux origines de leur formation, ils se sont fatalement pénétrés et ont quelque peu « déteint » l'un sur l'autre, notamment près de leurs frontières limitrophes. Mais le peuple grand-russe et le peuple ukrainien ne se sont rapprochés qu'au moment où leur évolution ethnique était achevée; ils ne devaient et ne pouvaient avoir aucune espèce d'ascendant l'un sur l'autre.

En se distinguant de tous ses voisins, le peuple ukrainien établit sur tout son vaste territoire une unité ethnique presque absolue, et l'on ne sent qu'une infime différence entre la lisière septentrionale du pays et la région des Carpathes.

Cette unité remarquable s'explique par les migrations dans les différentes régions du pays qu'à plusieurs reprises fut obligé d'effectuer le peuple ukrainien refluant sous la poussée des envahisseurs, nomades et autres. C'est ainsi que les Ukrainiens de ces différentes régions s'amalgamaient, s'harmonisaient, s'unifiaient au point de former un seul type ethnique.

*
* *

Mais cette différence ethnique entre les Russes et les Ukrainiens est-elle le seul trait qui distingue les deux pays ? Certainement non.

Si vous traversez la vaste plaine de la Russie, vous y verrez de sombres et tristes forêts, des terres souvent stériles et peu cultivables.

L'Ukraine offre un aspect tout différent. Il est vrai que dans les temps reculés, les forêts recouvraient aussi une grande partie de l'Ukraine, mais d'après leur flore même, on les distinguait facilement des forêts de la Moscovie. De nos jours, on ne rencontre de forêts en Ukraine que dans les contrées situées vers le Nord. Plus on descend vers le Midi, moins on trouve de bois, et on arrive bientôt dans le pays classique des steppes; c'est ce pays que jadis, les cosaques de Zaporogue (rappelons le légendaire Taras Boulba) défendaient contre les agressions des hordes tartares dans les luttes sanglantes et sans cesse renouvelées.

Le sol prodigieux de ces régions méridionales ainsi que celui des régions intermédiaires (entre les steppes et les forêts), c'est la célèbre « terre noire ». Sa fertilité a une réputation mondiale. Elle a fait de l'Ukraine le grenier de l'Europe.

La limite septentrionale de la zone des terres noires s'étend un peu plus au Sud de la frontière ethnique de l'Ukraine et englobe presque tout le territoire de ce pays.

Cette fertilité intense du sol favorise depuis les temps les plus reculés le développement de l'agriculture dans le pays.

Pendant de très longues années, la production agricole et l'élevage constituèrent les principales ressources de l'Ukraine. Mais voici qu'il apparaît que ce pays possède, en outre, des richesses souterraines considérables; les industriels français connaissent bien certaines mines de l'Ukraine (à Krivoïrog, à Donetz) pour les avoir exploitées pendant quel-

ques dizaines d'années avant la grande catastrophe. L'étude de ces richesses présente un intérêt de premier ordre pour la France; elle devra faire l'objet d'ouvrages spéciaux. Nous nous bornerons à insister seulement sur un point: non seulement l'Ukraine possède une véritable frontière ethnographique, mais ce pays de la terre noire présente également une unité géographique et une unité économique incontestables.

Ce peuple, au caractère ethnique si nettement distinct de celui de ses voisins, ce peuple qui cultive avec amour son sol incomparable, qui est parvenu enfin à une haute conscience de sa nationalité et à un ardent patriotisme, n'est-il pas capable et digne de créer un Etat ?

EMMANUEL EVAIN,

*Député de Paris, Ancien Président
du Conseil Municipal de Paris.*

P. N. MILIOUKOW

Le nom de M. Milioukov vient de surgir une fois de plus, ainsi qu'une comète sur l'horizon immense, non toutefois sans projeter quelques lueurs sur le ciel mystérieux et obscur de la Russie contemporaine. Arrêtons-nous un peu sur cet événement.

M. Milioukov lui-même a donné une intéressante définition de sa propre personnalité. Il a dit notamment : « En Russie, je suis Européen; en Europe, je suis Russe. » On ne saurait mieux dire. M. Milioukov est tout entier dans cet aphorisme, et c'est là qu'il faut chercher la cause de sa gloire, du tragique de sa vie et de la sympathie dont il vient d'être l'objet au cours des fêtes organisées en son honneur à l'occasion du 70^e anniversaire de sa naissance.

M. Milioukov est un universitaire érudit. Son esprit n'a rien du messianisme, cette déformation mentale dont tant de Russes sont atteints. Il n'a jamais songé à « sauver » le monde, à lui imposer une nouvelle structure nationale ou sociale, pas plus qu'il n'a songé à donner une autre direction à son évolution normale. Historien de premier plan, il savait que la seule ligne de cette évolution était celle qui avait été déjà tracée par la conquête successive et combien éblouissante de l'esprit humain. Patriote, il n'avait d'autre souci que d'ouvrir une voie toujours plus large à sa patrie. Il espérait ainsi l'associer au mouvement général du monde et lui assurer une place honorable dans la famille des peuples civilisés. Démocrate, il avait le sentiment trop net que tous ses efforts seraient voués à la stérilité, s'il n'était pas soutenu par la volonté consciente de la masse russe. Animé de ces idées, jeune, vigoureux, audacieux, il commença la lutte, une lutte contre l'inertie de la masse, contre l'incompréhension des intellectuels et contre la tyrannie du gouvernement. Il livra partout bataille : il en sortit toujours meurtri, mais jamais abattu.

Pour mieux comprendre les grandes lignes de l'activité politique de M. Milioukov, il faut ne pas perdre de vue les principaux obstacles auxquels il dut se heurter. En haut l'absolutisme tsariste, en bas la masse

inculte, et tout autour les murailles mouvantes des peuples allogènes, subjugués et opprimés par une bureaucratie sans foi et sans idéal.

*
**

L'absolutisme tsariste s'est fortement développé au cours de ces derniers siècles; il s'est profondément enraciné dans l'âme du peuple russe. Le tsar était toujours considéré comme une émanation divine et à ce titre, tout comme chez les peuples primitifs, il inspirait à la fois la vénération et la terreur. Le génie de Pouchkine a bien saisi ce trait dominant de la psychologie russe dans le poème *Le Chevalier d'Airain* consacré à la célèbre statue équestre de Pierre le Grand. L'armature la plus solide de l'empire, ce pouvoir illimité du tsar n'en pesait pas moins lourdement sur le peuple. Il entravait les ressorts économiques, il paralysait l'initiative privée et barrait la route à toute activité créatrice dans le domaine politique et intellectuel. Il fallait coûte que coûte passer de l'absolutisme autoritaire à une monarchie constitutionnelle, tâche à la fois délicate et ardue. Milioukov affronte la lutte. Nous le voyons fréquemment se dresser, la main crispée, menaçant, devant ce « Chevalier d'airain »; il renouvelle sans cesse l'attaque, toujours en tête de la première vague d'assaut, mais la vague venait se briser au pied du rocher et Milioukov en sortait sans trop de succès, mais non sans gloire. Cette lutte épique restera toujours l'une des pages des plus passionnantes de sa carrière politique. Mais il ne lui était pas donné de voir une Russie reconstituée sur des bases « constitutionnelles démocrates ». On entendit bientôt le mugissement d'autres vagues, plus redoutables encore, déchainées celles-là par la guerre et la révolution, et qui, cette fois, renversèrent « le Chevalier d'airain », ce qui n'entraînait naturellement pas dans le programme de M. Milioukov.

Voici, du reste, un épisode qui caractérise on ne peut mieux l'état d'esprit de cet homme et qu'on ne saurait lire sans une profonde émotion.

Cela se passait au moment de la terrible crise. Le craquement de l'empire se faisait entendre de toute part. Milioukov, affolé, implorait le grand duc Michel d'accepter le trône. Mais laissons la parole à un témoin oculaire :

« La tête toute blanche, écrit-il, le visage fatigué par l'insomnie, la voix brisée par d'innombrables discours prononcés dans les casernes et dans les meetings, il ne parle déjà plus, il émet des sons rauques, lugubres :

« Si vous refusez... Altesse... c'est le péril... Parce que la Russie... la Russie aura perdu... son axe... Le monarque c'est l'axe... L'axe unique du pays... La masse... la masse russe... autour de qui... autour de qui se groupera-t-elle ?... Si vous refusez, ce sera l'anarchie... le chaos... marée de sang. Monarque, c'est l'unique centre... l'unique qu'on connaisse... l'unique notion du pouvoir !... En attendant... en Russie. Si vous refusez, ce serait horrible... ce serait l'incertitude complète, l'horrible incertitude... parce qu'il n'y aura pas d'Etat... pas de Russie... rien. »

*
**

Ce cri de détresse laisse entrevoir le visage redoutable de la masse russe. C'est elle qui, désaxée, devait nécessairement engloutir dans des flots de sang « temples, palais, mœurs, souvenirs et lois ». Depuis Pierre

le Grand, depuis que la ville de Pétrograd avait été fondée aux confins extrêmes de l'empire, tournant le dos au pays mystérieux, la civilisation européenne — arts, sciences, technique, modes, littérature — avait commencé à pénétrer dans l'empire. Sous cette influence s'était formée une société nouvelle, partie détachée du corps national, qui, entraînée de plus en plus par le courant vivifiant d'idées et de mœurs venu d'Europe, avait pris un aspect tout à fait européen.

Cette société a beaucoup contribué à l'éclosion admirable de l'art, de la science et de la littérature russe au cours du dernier siècle, mais elle n'en était pas moins une société étrangère, une sorte de « colonie européenne » sur le corps gigantesque de 60 millions de paysans russes. Cette masse dont la formation se perd dans l'obscurité du moyen-âge, toujours asservie à l'Etat ou à la noblesse terrienne, travaillait, donnait des soldats, payait les impôts et vivait tant bien que mal sous le dur grognement de quelque administrateur local, sans aucune notion de droit ni de devoir civique; son niveau intellectuel était nul, sa structure économique primitive et son éducation politique se bornaient à l'emploi salutaire des verges...

M. Milioukov a eu la hardiesse de s'appliquer à faire de cette masse des citoyens au sens européen du mot. Hélas ! les événements ne tardèrent pas à lui infliger une cruelle déception. La secousse générale du monde, provoquée par la grande guerre, eut sa répercussion sur la plaine infinie de la Russie. Son corps gigantesque bougea; il renversa la brillante société qui s'était érigée sur son dos, à la civilisation de laquelle il ne comprenait rien. La masse russe donna dès lors libre cours à sa haine et à sa mentalité primitive de barbare. Ce fut là la révolution. Des soldats, encore des soldats, et partout des soldats; ils envahirent rues et palais. Visages obtus aux yeux méchants, sans aucun reflet de pensée, ils se promenaient crasseux et mal odorants, grignottant des graines de tournesol qu'ils crachaient au loin sur les chefs-d'œuvre d'art, souvenirs de tant de gloires nationales... Démocratie cela ? Ah non ! Après de vaines et héroïques tentatives faites en vue d'éveiller dans cette masse quelque sentiment de dignité, nationale, M. Milioukov dut s'éclipser, les larmes aux yeux. Et c'est Lénine qui fut porté sur le pavois au faite du pouvoir suprême.

*
**

Passons aux peuples allogènes dont le nombre dépasse 60 millions. C'était là un formidable fardeau susceptible, tôt ou tard, de faire chavirer le navire d'Etat; M. Milioukov en avait le sentiment très net. Redoutant le choc éventuel d'une coalition d'intérêts de cette masse, M. Milioukov essaie d'abord d'entraîner dans le sillage de son parti les intellectuels des nations subjuguées. Il ne ménage pas le sourire amical au Polonais Dmowski, au Finlandais Micheline, au Géorgien Tcheidze et ainsi de suite. Il promet de faire triompher tous les principes démocratiques et de créer de la Russie tsariste un Etat soumis au droit ou, pour employer l'expression russe, un Etat de droit. On était curieux de savoir la forme que cette refonte aurait dû prendre en ce qui concerne les nations dont les droits, même contractuels, avaient été foulés au pied. La question ne tarda pas à être éclaircie par le fameux projet Kokochkine, présenté par M. Milioukov lui-même comme étant le dernier mot de la science politique et la meilleure solution du problème des nationalités en Russie. La déception fut

générale, le projet n'étant en somme qu'un procédé assez ingénieux pour ensevelir à jamais les autres nations et les fondre dans la masse russe. Nous n'oublions point l'attitude de M. Milioukov à l'égard de la Pologne et de la Finlande, mais il ne faut pas non plus oublier que la pression de l'opinion publique européenne en ce qui concerne ces pays était assez forte pour qu'on put la contrarier impunément. C'eut été un fait scandaleux, surtout pour un homme qui se réclamait des principes démocratiques, que de nier les droits de la Pologne déjà reconnus au Congrès de Vienne (1815) et ceux de la Finlande établis par le manifeste d'Alexandre I^{er} en 1809. Si ces actes avaient une valeur politique et juridique incontestable, pouvait-on oublier le traité de 1783, conclu entre l'Empire Russe et le Royaume de Géorgie, traité en vertu duquel la Géorgie devenait l'alliée militaire de la Russie et la Russie, de son côté, assumait une série d'obligations envers le trône, le peuple et l'intégrité territoriale du Royaume de Géorgie ? Cependant sur cette troublante question, M. Milioukov n'est jamais sorti de son mufisme. Il n'a jamais soufflé mot du crime honteux perpétré par la Russie impériale sur la Géorgie. Nous ne parlons pas de l'Ukraine, de l'Esthonie, de la Lettonie, de la Lithuanie, du Caucase du Nord, de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et du Turkestan. Tous ces pays n'existaient pas pour lui, en tant que nations. Ils devaient tous être Russes et se fondre dans la masse russe. Mais les événements donnèrent une tout autre solution aux aspirations légitimes de ces peuples. Après avoir brisé leur camisole de servitude, tous ces peuples, à quelques exceptions près, se constituèrent en Etats indépendants. M. Milioukov perdit du terrain. Il devint indésirable, en Russie en tant qu'Européen aussi bien que chez les nations ressuscitées, en tant que Russe. Et il dut s'expatrier, la mort dans l'âme.

*
**

Il se fixa dès lors à Paris où il continue avec entêtement et ténacité sa politique néfaste. Il n'a pas craint de déclarer, non sans laisser entendre quelque menace à l'adresse des défenseurs des peuples opprimés par la dictature soviétique, qu'il serait avec les bolcheviks et qu'il combattrait dans leurs rangs contre toute tentative ayant pour but la liberté de ces peuples. Il a fait une tournée de conférences aux Etats-Unis au cours desquelles il a affirmé avec force que « la Russie s'étend des Carpathes au Pacifique et qu'elle possède 142 millions d'âmes !... » Non, vraiment, les bolcheviks sont plus libéraux : ils reconnaissent au moins une « Union de Républiques » où l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et quelques autres pays occupent leur place sur un pied d'égalité avec la Russie... sur le papier, cela s'entend. M. Milioukov, lui, ne veut rien entendre en ce qui concerne la liberté des autres peuples. Historien éminent, il n'ignore certainement pas le sort des empires fondés sur la force et la méconnaissance des droits des peuples. Les empires romain, arabe, perse, mongol se disloquèrent et périrent. Par contre, l'Empire Britannique persiste et se fortifie. Sous nos yeux l'Empire Turc a perdu les peuples des Balkans, la Syrie, la Palestine, la Transjordanie, le Hédjaz, l'Irak, et il est réduit, à peu de chose près, à ses frontières ethniques. A quel titre la Russie doit seule occuper la sixième partie du monde sans se soucier du sort des peuples qui gémissent sous sa domination, de peuples souvent de vieille culture

et de nobles traditions ? M. Milioukov n'a-t-il pas travaillé avec la ténacité qui lui est propre, à la dislocation de l'Empire Austro-Hongrois et n'a-t-il pas été lui-même le champion de la liberté des peuples slaves en Europe centrale et dans les Balkans ? Y aurait-il pour lui deux poids et deux mesures ? Y aurait-il deux vérités, l'une en deçà des frontières russes et l'autre au delà ?

*
* *

Que M. Milioukov nous permette de lui emprunter la vieille légende que voici : une Sybille se présente devant Tarquin-le-Superbe et lui offre le Livre du Destin pour un prix exorbitant. Voyant le roi refuser une telle somme, elle arrache les premières pages du Livre et les ayant jetées au feu, demande encore le même prix. Après un nouveau refus du roi, la Sybille arrache de nouvelles pages qu'elle jette également au feu. Ce geste se répète plusieurs fois encore, lorsque le roi se décide enfin à payer toute la somme demandée au début pour sauver les dernières pages du Livre. « Quand on ne veut pas lire les premières pages du Livre du Destin, conclut M. Milioukov, on paie toujours trop cher les dernières. »

Parole prophétique. Mais les premières pages du Livre du Destin sont ouvertes pour quiconque voudrait y jeter un regard. C'est l'évolution politique du monde, c'est la marche triomphale de l'idée du droit et de la justice, c'est la S.D.N. où nous voyons représentés l'Irlande, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et l'Inde sur un pied d'égalité avec l'Angleterre elle-même.

Pour ne pas payer trop cher « les dernières pages du Livre du Destin », ne faudrait-il pas déclarer dès maintenant que le Caucase, l'Ukraine et le Turkestan doivent entrer dans la S.D.N. sur un pied d'égalité avec la Russie ?

C'est à M. Milioukov à le dire. Et ce serait là une couronne véritable qui se poserait sur son front couronné de douleurs.

G. G.

La Politique Arménienne de la Russie

La « question arménienne » a toujours servi d'atout « dans le jeu diplomatique de la Russie impériale par rapport à la Turquie. C'était le gouvernement russe qui se faisait toujours premier instigateur dans l'affaire des soi-disant « réformes arméniennes » aussi bien que le partisan de la création d'une Arménie autonome sous le protectorat des grandes puissances...

La Russie qui opprimait les peuples subjugués, la Russie qui interdisait la commémoration de Taras Chevtchenko en Ukraine, qui allait jusqu'à défendre les chansons ukrainiennes, apparaissait ici comme une protectrice désintéressée, laquelle se posait en défenseur des intérêts nationaux des Arméniens de Turquie. Nous ne sommes point les défenseurs de la vieille Turquie; cependant, la Russie des pogroms juifs, la Russie des massacres entre Tatares et Arméniens, au Caucase, cette même Russie dans le rôle de défenseur « des droits des opprimés », c'est une chose vraiment difficile à comprendre !...

Le général Denikine avait aussi pris soin des Arméniens, lui, qui ne reconnaissait « aucun droit national » pour les autres peuples.

On n'a pas oublié certainement la déclaration de guerre à l'Azerbaïdjan par le général Denikine pour la seule raison d'un désaccord existant entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, « sœur et amie de la Russie ». Rapprochez de ce fait la déclaration hors la loi des délégués du Caucase du Nord par ce même général Denikine, et vous comprendrez aisément que dans ce « souci des Arméniens » il y avait une autre raison... Jusqu'à présent nombre de personnes continuent de croire que la Russie était, en effet, une protectrice désintéressée des Arméniens lorsqu'elle défendait leurs intérêts nationaux. C'est sur cette hypothèse que reposait et que repose encore l'espoir d'une partie bien considérable des hommes politiques d'Arménie. Si nous voulons démontrer ici, documents en mains, « le souci russe pour les Arméniens », ce n'est pas dans le but de désenchanter les Arméniens dans leurs sympathies russes, mais uniquement dans l'intérêt de la vérité.

*
* *

Un an avant la Grande Guerre, en 1913, sur l'initiative de la Russie, une commission internationale spéciale fut créée; elle comprenait des représentants de l'Autriche, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Russie et de la France. Son but était de discuter le projet, formé par la Russie, sur la question des « réformes arméniennes ». Selon ce projet on devait organiser une région autonome arménienne constituée de six vilayets turcs : Erzeroum, Van, Bitlis, Diarbékir, Kharpout et Sivas, sous la direction d'un général gouverneur chrétien. On projetait aussi la création d'un tribunal spécial, l'organisation d'une police et d'une gendarmerie sous le commandement d'officiers européens...

La vieille Turquie, épuisée par les guerres récentes de Tripolitaine, de Cyrénéique et des Balkans, n'était pas en état de s'opposer à une opération si désastreuse. Elle dut avec regret accepter la création d'un « Etat spécial dans l'Etat »; c'est ainsi qu'au début de 1914, le 8 février, fut signé entre la Turquie et la Russie une entente « donnant satisfaction aux deux parties contractantes ». La grande guerre européenne ayant éclaté, empêcha la réalisation de cette entente. Cette guerre éveilla en Russie des appétits beaucoup plus larges qu'auparavant. Bien avant l'entrée en guerre de la Turquie, la presse russe de la capitale se faisait l'écho de certaines rumeurs au profit d'un règlement définitif du problème du Proche-Orient. On disait que l'heure était venue... des réalisations pour la mission historique russe. Dans un prochain numéro, nous essaierons de montrer que cette soif de « mission historique » à peine voilée par la Russie officielle, fut l'une des causes qui décida de l'entrée en guerre de la Turquie du côté des Puissances centrales, de la coalition Austro-Allemande.

Mais revenons au thème principal de notre article : Aussitôt que la Turquie entra en guerre, la Russie se mit en devoir de préparer le partage de la « Turquie d'Asie ». Il va de soi que ce partage correspondait à « la rubrique historique » de la défense des intérêts nationaux des Arméniens tures. « Les vilayets arméniens » de la Turquie, « la majorité

arménienne » ne faisaient que fortifier cette « mission historique » de la Russie au profit de son immixtion protectrice dans cette affaire.

« Les documents secrets de l'ancien ministère des Affaires Etrangères » publiés et recueillis par le pouvoir soviétique sous l'appellation générale de « *Partage de la Turquie d'Asie* » donnent une documentation complète pour permettre de juger de la sincérité de la Russie dans la cause arménienne. Les dépêches bien courtes, entre le ministre des Affaires Etrangères et ses ambassadeurs à Paris et à Londres, en disent plus long que des volumes entiers... Voici un télégramme du ministère des Affaires Etrangères aux ambassadeurs russes à Paris et à Londres, MM. Izvolski et le comte Benkendorf (N° 1721 du 17 avril 1915). Nous la citons intégralement :

— « Un homme politique arménien, sujet russe, le docteur en médecine Zavriev, bien noté au ministère des Affaires Etrangères, est parti pour la France et pour la Grande-Bretagne dans le but de disposer le gouvernement et l'opinion publique desdits pays, en faveur de la réalisation des desiderata arméniens. Zavriev demande à se faire introduire dans ces cercles politiques et il sollicite un appui. »

Peut-on douter, après cela, que « le programme des desiderata arméniens n'ait été exactement connu du ministère des Affaires Etrangères et que cette recommandation du docteur Zavriev, « bien noté au ministère des Affaires Etrangères » n'a pas été fondée sur de simples conversations « académiques » sans importance pour ainsi dire. Il est de toute évidence que le docteur Zavriev est parti pour l'Europe, complètement rassuré sur l'appui que le gouvernement impérial donnerait au programme, que lui et Boghos-Noubar-Pacha (ce dernier en qualité d'homme de confiance du Catholicos » apportaient à Paris et à Londres.

Cependant ce même programme « des desiderata arméniens » parut quelque peu suspect à M. Izvolski, ambassadeur russe, du fait même qu'il était appuyé par le ministère des Affaires Etrangères.

M. Izvolski s'empressa donc de télégraphier à M. Sazonov (N° 318 du 15-17 mai 1915) exactement ce qui suit :

« Docteur Zavriev arrivé ici m'a présenté un mémoire avec les résultats de ses entretiens dans notre ministère. Dans ce mémoire il est dit entre autres, que la Russie a l'intention de proposer aux Puissances la formation d'une Arménie autonome dans les limites de la Turquie, sous la souveraineté de cet Etat et sous la protection de trois Puissances : la Russie, l'Angleterre et la France. Le territoire de l'Arménie aurait englobé, paraît-il, non seulement tous les vilayets arméniens, à l'exception de quelques parties de la périphérie, mais encore la Cilicie avec un port sur la Méditerranée, à Mersine, et à l'exception du golfe d'Alexandrette, avec l'Umourtalic. Plus loin il est dit dans ce mémoire : « bien que ce programme soit approuvé par notre ministère des Affaires étrangères, lequel a promis son appui par l'intermédiaire de ses ambassadeurs à Londres et à Paris, et pour éviter les soupçons de la part de la France et de l'Angleterre, surtout dans la question de Cilicie, les hommes politiques d'Arménie agiront sans l'immixtion effective des ambassadeurs russes; ils ne le feront, que dans des cas embarrassants, ou lorsque les ambassadeurs eux-mêmes le trouveront possible. »

Je n'ignore pas que le docteur Zavriev, ainsi que Boghos-Noubar-pacha ont déjà parlé dans le sens de ce qui précède, devant les membres du ministère des Affaires Etrangères d'ici. C'est pourquoi je vous prierais de m'informer si ledit programme est vraiment approuvé par vous et dans quelle mesure je dois l'appuyer ici. Le point touchant la Cilicie me paraît surtout délicat, attendu que la France nous a fait pressentir ses aspirations sur cette région. »

Voyons comment M. Sazonov répondit à la demande d'explications de M. Izvolski.

La réponse de M. Sazonov est très courte et nous la citerons intégralement (N° 2.307 du 5/18 mai 1915) :

« Les entretiens avec les Arméniens ont eu un caractère essentiellement académique. On n'a indiqué aucun programme déterminé à Zavriev. A sa demande d'avoir en vue les aspirations des Arméniens qui désireraient faire entrer la Cilicie dans les limites de la future Arménie, il lui fut répondu : « Nous ne pouvons pas soutenir une telle revendication en raison de la prédominance des intérêts français en Cilicie. » Il en résulte donc que le docteur Zavriev induisit en erreur M. Izvolski en affirmant que le programme qui lui avait été présenté avec « les desiderata arméniens » (la Cilicie incluse) avait été approuvé par le ministère des Affaires Etrangères russe. Oui, évidemment il en est ainsi d'après la réponse de M. Sazonov au télégramme de M. Izvolski; cependant il n'est pas possible que le docteur Zavriev « ait altéré la vérité ».

D'autre part, Boghos-Noubar-pacha a présenté le programme « des desiderata arméniens » au comte Benkendorf, ambassadeur à Londres. Là aussi il est dit que « ce programme est reconnu par le gouvernement impérial russe », la Cilicie incluse (Cf. le télégramme du comte Benkendorf à M. Sazonov, N° 462, du 2-15 juillet 1915).

A lui aussi M. Sazonov répond par cette phrase remarquable : « Tous les entretiens avec les délégués arméniens ont eu un caractère purement académique » (télégramme N° 3.476 du 7-20 juillet 1915).

Après tout ce qu'on vient de lire, peut-on s'étonner encore de ce que M. Izvolski ait répondu à M. Sazonov par un télégramme (n° 377, du 1/4 juin 1915) ainsi conçu :

« D'après votre télégramme, sous le N° 2.307, je continue à m'abstenir scrupuleusement de prêter un appui quelconque aux desiderata de MM. Zavriev et Noubar-pacha. »

Ayant perdu toute confiance, après le télégramme de son chef, dans la bonne foi des politiciens arméniens, M. Izvolski demande à M. Sazonov dans le même télégramme :

« Au cas où le plan (d'une Arménie avec la Cilicie) trouverait ici une approbation effective, veuillez m'informer à quel point il trouverait un écho de notre côté. »

*
* *
*

Laissons donc le côté diplomatique de la protection russe ou plutôt, pour s'en tenir au langage des télégrammes de M. Sazonov, le côté « académique » de la question et voyons ce qui se disait au sein du gouvernement russe sur l'Arménie autonome (avec ou sans la Cilicie). Nous y voyons que ces entretiens étaient loin d'avoir un « caractère acadé-

mique ». Sous ce rapport, une lettre confidentielle de M. Krivocheïne, directeur en chef du ministère de l'Agriculture, au nom de M. Sazonov, du 18 février 1916, présente un intérêt tout particulier. Dans cette lettre, il n'y est pas du tout question de l'Arménie; on y parle du « bassin supérieur de l'Araxe et de l'Euphrate » (Vilayet d'Erzérout et de Van et une partie de celui de Bitlis) « qu'on appelle généralement l'Arménie ». Et ce pays « généralement appelé Arménie » intéresse M. Krivocheïne, exclusivement au point de vue des intérêts de la « transmigration des paysans russes ».

A présent nous comprendrons facilement pourquoi M. Sazonov considérait ses entretiens avec les délégués arméniens comme ayant un « caractère essentiellement académique » si l'on admet qu'au moment même où l'on envoyait un télégramme du ministère avec la recommandation du docteur Zavriev, le « bien noté », dans son bureau se trouvait une « lettre confidentielle » de M. Krivocheïne, son collègue du cabinet, lequel projetait de s'occuper non d'une Arménie « académique » autonome, mais de l'installation réelle de colons russes dans le bassin supérieur de l'Araxe et de l'Euphrate.

*
**

Nous voici en 1916. Dans la solution de la question arménienne apparaissent de nouvelles notes.

Le délégué du gouvernement de la Grande-Bretagne, sir Marc Sikes, par une lettre du 12 mars 1916, au nom de l'ambassadeur sir Buckenheimer, à Pétersbourg, propose à l'attention du gouvernement russe le partage de l'Arménie en deux parties : entre la Russie et la France. C'est-à-dire que la Russie reçoit Erzérout, Van et Bitlis, alors que l'Arménie proprement dite passe à la France; c'est dans la zone française qu'elle trouverait « la concentration des sentiments nationaux arméniens ».

Ce plan déplaisait à M. Sazonov, non pas parce qu'il y était question du partage de l'Arménie « entière », mais parce qu'il avait peur du voisinage français. Voici ce qu'il écrivait à ce sujet dans son « mémoire très humble » au tsar, le 29 février 1916 :

« L'apparition sur une grande étendue de notre frontière d'Asie, dans des endroits ayant une population mixte et inquiétante, d'une grande Puissance européenne, serait-ce même notre alliée actuelle, doit être considérée comme indésirable. »

En échange de l'accord concernant la rectification des frontières d'Arménie « si chère à la Russie », M. Sazonov était prêt à « céder à la France le territoire de la Petite Arménie entre Sivas-Kharpout et Césarie ».

Le 17 mars 1916, sous la présidence de M. Sturmer, eut lieu un « conseil spécial ». A la remarque du représentant du vice-roi du Caucase, que le « partage en deux parties susciterait un mécontentement et les protestations des Arméniens, ainsi qu'une agitation au Caucase », le ministre des Affaires Etrangères répondit, qu'un tel partage correspond aux particularités topographiques de la région, ainsi qu'au groupement des Arméniens d'après la religion.

Comparez cette réponse avec le programme d'une Arménie autonome, approuvé par lui-même et au sujet duquel MM. Zavriev et Boghos-Noubar-

pacha avient fait un rapport, et vous aurez, en effet, un réel tableau des entretiens « d'un caractère essentiellement académique » qu'il eut avec les politiciens arméniens sur le principe d'une Arménie unifiée.

Le ministre de la Marine, dans son mémoire du 20 mars/2 avril 1916, ne sympathise pas beaucoup à la population arménienne car dans « ses veines coule un sang particulièrement agité ».

Le mémoire du ministre de la guerre du 24 mars/6 avril 1916, explique bien la peur du voisinage français (sur le territoire de l'Arménie), nous y lisons :

« Si la Russie tendait toujours et tend encore à s'assurer la possession et la possibilité d'une nationalisation (lire russification — N. de la R.) de ses confins, les intérêts de la France dans les provinces voisines tendront exclusivement à tirer le meilleur profit du territoire occupé; en outre, sous le rapport administratif, elle serait disposée d'accorder aux tribus qui l'habitent, une indépendance complète, possible avec une organisation ultra-libérale, administrative et sociale, sans compter aucunement avec les intérêts d'Etat de la Russie ».

De plus, continue le ministre de la Guerre, on peut supposer que, dans quelque temps, l'un des buts de la politique de la France sera d'étendre au delà des confins de la Russie, et de la Perse du Nord, la sphère de son influence, en contribuant au développement des tendances autonomes, principalement parmi la population arménienne. » Voilà donc ce qui reste du « programme approuvé par le gouvernement impérial sur l'autonomie de l'Arménie » !...

Quant à son alliée, la France, avec laquelle il n'y a pas longtemps la Russie avait l'intention de partager le fardeau du protectorat sur « l'Arménie unifiée », le gouvernement russe s'est mis à la considérer avec prudence; elle a craint que le régime « ultra libéral » de la France ne contribuât au développement des tendances autonomistes chez les Arméniens.

En vérité : « que Dieu nous préserve des amis », auraient pu dire les Arméniens.

* * *

Passons plus loin :

Sous nos yeux se trouve une lettre de M. Sazonov adressée au Vice-roi du Caucase (N° 540 du 14/28 juin 1916). Cette lettre nous dévoile mieux que partout ailleurs, le vrai visage « de la politique arménienne » du gouvernement russe. M. Sazonov est bien préoccupé de « l'organisation future de la Grande Arménie » dont presque tout le territoire est occupé par les armées russes. C'est alors, semble-t-il, que le gouvernement impérial aurait eu la possibilité de prouver par des faits « son amour immémorial envers le peuple martyr d'Arménie ». Ecoutez cependant ce que dit maintenant le ministre russe, lorsque l'Arménie se trouve dans les propres mains « de l'éminent protecteur ».

M. Sazonov écrit :

« On n'ignore point que les jalons extrêmes, entre lesquels on place généralement chez nous la solution de la question arménienne, ont deux

courants : l'un est la tendance des nationalistes arméniens vers une autonomie complète sous l'égide de la Russie, dans l'esprit des réformes proposées par nous en 1913; l'autre courant, opposé au premier, ramène à zéro l'importance des Arméniens essayant de mettre à leur place les musulmans. (Tel est à peu près le sens du mémoire du ministre de la Marine dont on a parlé plus haut.)

« Il me semble que la solution de cette question dans un sens ou dans l'autre, ne correspond point aux intérêts de la Russie, pas plus au point de vue de la politique extérieure, qu'intérieure. En ce qui concerne l'octroi d'une large autonomie aux Arméniens, il ne faut pas oublier que dans la Grande Arménie actuellement conquise par la Russie, les Arméniens ne formaient jamais une majorité.

Ainsi : 1° Dans la Grande Arménie, les Arméniens n'ont jamais constitué une majorité et, 2° l'autonomie de l'Arménie n'est pas dans les intérêts de la Russie. C'est ainsi qu'écrivit le ministre des Affaires Etrangères, auteur des réformes proposées par la Russie en ce qui concerne la création d'une Arménie autonome, au moment où le soi-disant territoire arménien se trouvait sous la domination des Turcs.

M. Sazonov ne veut point cependant laisser les Arméniens les mains vides; il croit possible d'accorder aux Arméniens dans certaines limites, une indépendance scolaire et culturelle, le droit d'utiliser leur langue, aussi bien qu'une administration municipale et rurale, tout en observant, lors des élections, un pourcentage dans la proportion de la population...

La réponse du vice-roi du Caucase, le Grand-Duc Nicolas (N° 21.083 du 3/16 juin 1916) met déjà tous les points sur les « i », ce qui, dans l'ensemble, produit l'effet d'une croix qu'on ferait sur l'autonomie de l'Arménie.

En effet :

« La question arménienne dans les limites de l'empire russe actuel est, à mon avis, inexistante, écrit le vice-roi du Caucase; il ne faut même pas la rappeler. »

En ce qui concerne la question arménienne dans la région des vilayets turcs, occupée par les armées russes, le vice-roi du Caucase est d'avis que « l'autonomie de l'Arménie sous l'égide de la Russie, d'après toutes les probabilités, ne sera pas soulevée car elle pourrait dangeureusement compliquer la solution pacifique des questions, nées de la guerre actuelle ». C'est pourquoi le vice-roi est complètement d'accord avec M. Sazonov sur le projet qui consiste à octroyer aux Arméniens l'indépendance en matière d'enseignement et de religion, le droit de parler leur langue natale, à condition de conserver à la langue russe sa priorité dans tous les cas officiels »... Mais concluons.

Cela vaut-il la peine de se demander comment aurait fini « l'autonomie arménienne » si le sort avait permis de retenir les forces russes dans les possessions d'Asie Mineure de la Turquie.

Il est certain que le point de vue de M. Krivochéine aurait triomphé sur la « transmigration des paysans russes dans le bassin supérieur de l'Araxe et de l'Euphrate, qu'on désigne généralement sous le nom d'Arménie ».

Le gouvernement russe n'aurait même pas permis qu'on lui rappelât l'autonomie des Arméniens dans la Grande Arménie, c'est-à-dire là où, d'après le témoignage de M. Sazonov, ministre des Affaires étrangères, « ils n'avaient jamais constitué une majorité ».

TAIMOURZA.

TROTSKI ET LA GÉORGIE

Trotsky est à Constantinople. Son arrivée — si l'on peut dire — à l'étranger, a fait couler beaucoup d'encre. Ainsi, la plus grande figure de la tyrannie bolcheviste, souvent oubliée ces dernières années, s'impose de nouveau à l'attention publique. Mais cette attention a l'air d'une simple curiosité, grossie du fait que le dictateur, déchu et banni par le régime qu'il a créé avec Lénine, ne trouve l'hospitalité dans aucun pays. A part cette difficulté, il ne rencontre qu'une indifférence assez prononcée. Il n'est plus question de cette haine qu'il s'est attirée à juste titre de tout le monde.

A-t-on oublié la terreur du créateur de l'armée rouge qui a fait disparaître tant d'êtres humains ? Lui a-t-on pardonné la déclaration qu'il fit au début même de son œuvre odieuse que le peuple russe n'était pour lui que le matériel dont il ferait ce qu'il voudrait ? Je l'ignore. Mais connaissant sa nature pleine d'ambition, poussée par son talent oratoire et journalistique jusqu'à la folie des grandeurs, je dois reconnaître que rien ne peut être plus pénible pour lui que cette indifférence.

Que la personne de Trotsky inspire actuellement de la pitié plutôt que de la haine, voilà qui n'a aucune importance. Ce qu'il convient de retenir et de souligner, ce sont les circonstances dans lesquelles il « arrive » à Constantinople où l'ont précédé des milliers de Russes pourchassés par l'Armée Rouge, et la date de ce débarquement : *Trotsky émigré, victime de la dictature dont il est le créateur !*

Qui aurait prédit une telle fin à celui qui, il y a quelque six ans, commandait à l'Armée Rouge et à la troisième Internationale ? Et dire qu'on ose encore actuellement affirmer que le régime soviétique est éternel, que Staline est invincible ! Est-ce par ignorance ou par intérêt ? Peu importe. Nous autres Géorgiens, nous avons des raisons solides de croire que ce régime n'a jamais été aussi ébranlé qu'il l'est aujourd'hui et ces raisons, nous les trouvons dans notre connaissance de la situation de l'Union soviétique, de cette « Union » que nous savons observer — on nous rendra cette justice un jour — *objectivement*, malgré les conditions spéciales où nous nous trouvons.

Il y a neuf ans, Trotsky, alors Ministre de la Guerre, après avoir fait élaborer par le général Hecker un plan détaillé de l'envahissement de mon pays, après avoir obtenu de Kémal Pacha l'assurance d'une aide militaire et de Loyd George, par l'intermédiaire de Krassine en décembre 1920, le concours passif de l'Angleterre, lança les troupes de l'immense Russie contre la petite Géorgie. Il n'en nia pas moins l'existence de la guerre qu'il faisait à ce pays, se servant des ressources illimitées de la Russie pour répandre des mensonges dans le monde sur une prétendue guerre entre

l'Arménie et la Géorgie. Ces mensonges, démasqués par les Géorgiens, l'obligèrent, l'année d'après, à justifier cette guerre de conquête dans la brochure : *Entre l'Impérialisme et la Révolution*, il y déclarait ce qui suit avec le sans-gêne qui lui est coutumier : « Nous battons nos ennemis où nous les trompons, selon les circonstances ».

Actuellement, Trotski se trouve sur la route de l'exil dans la ville même où, il y a quelque neuf ans, le gouvernement géorgien, quittant son pays à la suite de l'occupation soviétique, venait d'arriver.

Les lecteurs seront quelque peu surpris si je fais un rapprochement entre le sort tragique que Trotski fait subir au peuple géorgien et celui que lui-même vient de subir. Trotski, dont les ambitions étaient beaucoup plus vastes que celles de Napoléon, rêvait de la conquête, non pas d'un continent quelconque, mais du monde entier et cela par la force « et par la tromperie » ! Pour marcher avec le temps, il dut baptiser ses ambitions du titre de « Révolution mondiale » ! N'était-il pas par là plus « avancé » que quiconque, plus « à gauche » que les socialistes ? Conséquemment, son but sera atteint, l'avenir est à lui : maître d'un grand pays aujourd'hui, disposant de toutes les richesses, il sera demain le maître du monde entier !...

Ce rêve, Trotski essaya de le réaliser en 1920, en lançant ses troupes contre la Pologne. C'était la marche directe vers la conquête de l'Europe dont la situation paraissait se prêter à un coup brusqué. Mais... la digue européenne qu'est la Pologne ne put être brisée. Trotski dut modifier son plan et il se tourna vers l'Asie : il fallait semer la haine parmi ces peuples, se mettre à leur tête avec son Armée Rouge et les faire marcher contre l'Europe. S'il parvenait à s'emparer de ses richesses, de ses moyens techniques, le monde entier ne tarderait plus à être dominé... N'était-il pas déjà en bons termes avec Kémal Pacha ? Mais pour cela, il fallait « effacer la tache noire » qu'était la Géorgie, pays qui avait décliné l'alliance qu'il lui avait offerte. Ecraser la Géorgie, c'était atteindre trois avantages importants : 1° occuper une position stratégique formidable entre l'Asie et l'Europe; 2° mettre la main sur les richesses naturelles du Caucase; 3° Porter un coup mortel à l'Internationale socialiste dont les chefs venaient de visiter la Géorgie (il est hors de doute que cette visite hâta la mise à exécution du plan des Soviets qui voulurent jeter un défi à l'Internationale, laquelle commençait à travailler déjà en faveur de la Géorgie).

Et la Géorgie fut conquise, mais les avantages que Trotski escomptait en tirer, furent compromis. En effet, les Soviets, n'ayant pas assez de forces pour entreprendre une grande guerre et aucun Etat ne songeant à les attaquer, les positions stratégiques du Caucase restèrent inutilisées; les intrigues et les chantages pratiqués par Tchitcherine à Gênes n'eurent que des résultats très médiocres, et le pétrole d'Azerbaïdjan, pas plus que le manganèse géorgien ne purent lui procurer les énormes crédits que l'on escomptait, pas même la reconnaissance du gouvernement de Washington. L'écrasement de la Géorgie, loin d'intimider l'Internationale socialiste, la raffermir politiquement et l'assainit moralement, car il lui révéla le vrai visage de la Russie soviétique. Mais le plus grand obstacle contre lequel les visées impérialistes de Trotski se sont heurtées, c'est la volonté du peuple géorgien de redevenir libre, volonté qui n'a pu être ébranlée par des répressions les plus cruelles; la haine qui couvait contre les envahisseurs pendant quatre années d'occupation et qui se manifestait par des insurrections successives dans certaines provinces, trouva son expression la



plus éclatante dans le soulèvement du peuple géorgien tout entier en 1924.

Ce soulèvement, il est vrai, fut noyé dans le sang; plus de cinq mille insurgés furent fusillés. Il est vrai aussi que des milliers de militants languissent encore dans les geôles et en exil, mais toutes ces mesures répressives se retournèrent contre ceux qui les avaient dictées. Il est hors de doute, en effet, que le soulèvement géorgien porta un coup fatal au régime soviétique, en obligeant Staline — comme l'avait fait Lénine après la révolte de Cronstadt (introduction de la Nep) — d'ouvrir la voie à une série de réformes qui bouleversèrent tout le système soviétique. N'osant pas exposer publiquement le véritable caractère national de ce soulèvement, il dut l'expliquer par un vaste mouvement insurrectionnel de paysans géorgiens qui devait être pris pour « un avertissement » et qu'il était nécessaire de faire des concessions... « aux paysans russes », si l'on ne voulait pas encourir de plus graves dangers. Le point de vue de Staline fut admis; le pouvoir soviétique fit ses premières concessions aux paysans. Dès ce moment, commença la crise permanente de la Nep, et la désagrégation du parti au pouvoir; de leur côté, les paysans deviennent de plus en plus exigeants. Parmi les dirigeants moscovites, les discussions s'enveniment de plus en plus; « Déviation du Léninisme » crie la gauche à l'adresse du centre et de la droite. « Déviation du Léninisme ! » reproche la droite au centre et à la gauche. Pour se tirer d'affaire, le centre, qui oscille, répond à ces reproches par de vigoureuses mesures policières du Guépéou. Les chefs les plus en vue du parti bolchévik tels que MM. Trotski, Radek, Kamenev, Zinoviev, Rakovski et consorts, deviennent les hôtes ordinaires des prisons et des lieux de déportation...

Si, avant le soulèvement géorgien, des discussions sans importance et quelques divergences s'étaient manifestées au sein du parti, il n'en est plus de même aujourd'hui, c'est maintenant une guerre sans merci entre deux clans dont l'un est aussi bestialement cruel et aussi dépourvu de scrupules que l'autre, mais qui cependant ont cet avantage de posséder le sens de la réalité. Pour chercher une issue à l'inévitable châtement qui approche, le régime s'accroché à la volonté des paysans, *ces maîtres de la situation de demain* (en cela les pronostics de Trotski, qui craint « le fascisme imminent », sont parfaitement justifiés) avec l'arrière pensée évidente de les tromper ensuite.

Le clan, dont Trotski est le porte-drapeau, étant plus cultivé et de ce fait, plus étranger à la population, ne diffère en rien de celui dont Staline est le chef pour tout ce qui concerne les questions de principe; tous deux sont d'accord (il ne faut pas tenir compte du verbiage demagogique) sur le maintien du régime soviétique (« Dictature du prolétariat ») sur la continuation de l'activité subversive à l'étranger (« Révolution mondiale »). Mais tandis que Trotski est obsédé par cette dernière idée et qu'il se déclare partisan des actes les plus audacieux, Staline, lui, est pour un travail de pénétration habile et prudent qui doit le conduire au même but. Tenant compte de la situation intérieure, Staline est partisan de la dictature d'un petit groupe, du *Polibureau*; Trotski voudrait, lui, que cette dictature fut exercée par le parti communiste tout entier.

Comme on le voit, les divergences ne portent pas sur les principes, ni sur les idées qui ne servent plus qu'à masquer la véritable situation.

Tout le système gouvernemental est aujourd'hui entraîné par un courant issu de certains événements dont le principal a été le soulèvement

géorgien. Les chefs eux-mêmes ne semblent plus avoir conservé la maîtrise de cette marche précipitée. Ce sont aujourd'hui les Trotski, les Radek, les Rakovski, etc... que l'on jette par-dessus bord comme des victimes expiatoires; demain ce sera le tour des Boukharine, des Tchitchérine, des Litvinov et de Staline lui-même, qui seront certainement débordés. Le régime marchera à sa perte jusqu'au jour où un fait imprévu lui donnera le coup de grâce.

Voilà pourquoi le sort que subissent aujourd'hui Trotski et ses semblables est pour nous le signe précurseur d'une suite d'événements qui, à date plus ou moins rapprochée, doit rétablir la Géorgie dans ses droits.

Genève.

Khariton CHAVICHVILY.

L'Indépendance du Caucase comme facteur de la Paix

Au cours bientôt de ses trois années d'existence, la revue *Prométhée* a suffisamment informé ses lecteurs sur l'histoire des peuples du Caucase en lutte pour leur indépendance politique, à côté de leurs frères d'Ukraine et du Turkestan. Cette lutte qui se poursuit depuis des siècles a, nous l'avons vu, marqué de ses jalons les glorieuses pages de l'histoire. *Prométhée* de son côté, a maintes fois souligné la fidélité des peuples du Caucase à leurs principes nationaux et usagers aussi bien qu'à leur race, en dépit de la politique de russification imposée des dizaines d'années durant, en dépit de la liberté de parole et de presse et de l'inégalité des cultes.

Mais en dehors des droits historiques à son indépendance, le Caucase, dans son entier, est appelé à jouer un rôle et non des moindres dans l'instauration de la paix dans le monde. Ce rôle découle en partie de sa situation géographique et, d'autre part, de la situation économique qu'il occupe dans le monde. Nul n'ignore que certains Etats ont été créés dans l'intérêt de l'équilibre européen; l'Albanie en est un exemple. La situation qu'occupe le Caucase au point de vue économique, aussi bien que politique dans la balance mondiale n'est pas de maigre importance. C'est là l'un des arguments décisifs qui nous laissent espérer que tôt ou tard, dans l'intérêt même de la paix mondiale, l'indépendance du Caucase sera un fait accompli.

Il reste bien établi que le Caucase a de tout temps été un pont jeté entre deux continents : l'Europe et l'Asie. C'est à travers le Caucase que passaient les voies qui conduisirent les grandes migrations de peuples en Europe; c'est par ces routes que s'acheminait une bonne partie du commerce mondial et l'importance de ces routes n'a pas varié depuis, malgré le léger déplacement des voies commerciales actuelles. Ces changements ne sont pas le fait de l'ouverture de nouvelles routes, plus directes, plus avantageuses ou plus rapides entre l'Occident et l'Orient, il faut en rechercher les causes dans la politique de la Russie qui, pendant une période de plus de deux cents ans a poursuivi une guerre de conquête pour faire de la mer Noire un lac russe et du Caucase une province de l'Empire.

Il est notoire que lorsque le Caucase tomba dans les mains du grand empire russe, de sérieuses difficultés surgirent pour le commerce mondial

qui avait jusqu'alors emprunté la voie caucasienne comme moyen de transit vers la Perse, l'Inde et l'Orient. Forcé fut au commerce de s'adapter aux conditions imposées par la politique impérialiste russe; puis peu à peu, on se prit à rechercher le moyen de tourner ces difficultés et des projets de voies nouvelles, allant d'Occident en Orient, furent conçus. Le capital européen commença la construction de voies ferrées contournant le Caucase : c'est ainsi que fut construit le chemin de fer de Bagdad dont le terminus allait être porté à Bassorah sur le golfe Persique. La construction de cette grande voie allait évidemment permettre l'exploitation des richesses des pays traversés, mais l'importance politique n'avait pas été moins prise en considération au moment du projet, car il s'agissait d'éviter la voie caucasienne où l'impérialisme russe s'efforçait de créer toutes sortes de difficultés au capital commercial. En un mot, la politique « de la porte ouverte » qui existait au Caucase depuis un temps immémorial était condamnée. La voie caucasienne du commerce mondial ayant été fermée par les autorités russes, tout transit, aussi bien par la voie terrestre que maritime, pour les marchandises allant de l'Occident en Orient, cessa et le commerce disparut.

Ceci dit, l'on pourrait croire que le Caucase a perdu de son importance; il n'en est rien cependant, car en réalité, sa situation particulièrement favorable de pays maritime, avec son étendue de côtes sur la mer Noire et sur la Caspienne, lui donnent un intérêt commercial de premier plan.

Les traités internationaux garantissant la liberté de navigation sur la mer Noire, autrement dit, le principe « de la porte ouverte » sur cette mer, ont pu être signés grâce à une double circonstance. En premier lieu, grâce à l'existence sur les côtes de la mer Noire d'une série de petits Etats indépendants pour lesquels une active politique impérialiste est étrangère, mais qui, par contre, n'ont qu'un but : celui de s'assurer une liberté complète de navigation et de conserver leur indépendance politique.

Le deuxième facteur ayant facilité la conclusion d'accords internationaux, en ce qui concerne la politique « de la porte ouverte » sur la mer Noire, c'est la révolution russe et, comme conséquence, la carence de la Russie révolutionnaire dans les question d'ordre international. Il est certain que sans la révolution de 1917, la Russie obtenait Constantinople et dès lors, la politique « de la porte ouverte » sur la mer Noire aurait pris une orientation toute différente. C'est pourquoi les traités existants doivent-ils être considérés comme provisoires, bien qu'ils aient été signés par le gouvernement soviétique. L'hégémonie de la Russie sur la mer Noire est inévitable tant que le littoral ukrainien et caucasien de cette mer ne seront point la propriété d'une Ukraine ou d'un Caucase indépendants. La libre navigation sur la mer Noire sera véritablement assurée pour toutes les Puissances, lorsque tous les Etats qui l'entourent n'auront d'autre but que de défendre leur indépendance et la liberté de commerce pour tous les peuples. L'importance de ces questions n'a pas été sans influencer la politique des grandes Puissances au cours de la dernière guerre, et l'on sait que le problème des détroits et celui de Constantinople ont été le pivot de ce problème. Il apparaît de nos jours que ledit problème n'a pas été définitivement solutionné attendu que personne ne saurait prédire le langage que tiendra la Russie nationale future dans le concert des peuples si elle parvient à conserver les territoires de l'Ukraine et du Caucase.

Telles sont les considérations d'ordre politique qui nous laissent

entrevoir le jour prochain où le problème touchant à l'indépendance du Caucase et de l'Ukraine acquerra une importance internationale, sur un terrain purement international. Ainsi que nous venons de le dire, la question de l'indépendance du Caucase ne saurait être résolue uniquement entre les deux parties intéressées : le Caucase et la Russie; cette question relève désormais du domaine politique international.

Si l'on considère le Caucase dans son entier au point de vue économique, l'on est frappé de la place qu'il occupe dans le monde et du rôle qu'il est appelé à jouer. Malheureusement les cercles industriels et politiques ne connaissent guère le Caucase que par ses richesses pétrolières, ignorant que dans toute une série d'autres domaines, ce pays possède des ressources inépuisables de bien être. Il sera donné ici même et dans les numéros suivants de *Prométhée* un aperçu documentaire sur ces richesses du sous-sol caucasien et sur l'évaluation des capitaux nécessaires pour redresser l'industrie caucasienne en tant que facteur d'économie mondiale. Hâtons-nous d'ajouter que la Russie d'après-guerre et d'après la révolution sensiblement affaiblie, aussi bien dans le domaine technique qu'industriel, n'est pas même en état d'établir une situation tant soit peu stable.

Avant que de faire un exposé des richesses en naphte que possède le Caucase, il n'est pas sans intérêt de signaler que les chiffres marquant la production du naphte au Caucase dont disposent les milieux industriels d'Europe sont insignifiants par rapport au degré des réserves en naphte que possède le Caucase. On sait que jusqu'à ce jour, seules les nappes de naphte de Bakou, de Grozny et de Maïkop sont en exploitation. Or, des recherches effectuées un peu avant la guerre ont permis de constater la présence d'immenses réserves de naphte dans toute une série de régions nord-caucasiques, plus particulièrement sur le territoire habité par les Montagnards et en Géorgie. Ces réserves seraient de beaucoup supérieures aux nappes de naphte actuellement en exploitation.

L'importance du naphte et de ses sous-produits n'est plus à discuter. De jour en jour les besoins de l'industrie en naphte deviennent plus pressants. Le développement subit de l'automobilisme, de l'aviation, de la flotte de guerre et de commerce, etc., a vu augmenter dans des proportions inconnues à ce jour, les demandes en naphte et sous-produits. Les Etats-Unis qui, tout récemment encore, étaient les principaux fournisseurs des marchés mondiaux, commencent de nos jours à importer le naphte pour les besoins des marchés américains.

Dans le même temps, l'usage du naphte se généralisant a supplanté le charbon sur les vaisseaux et il s'en est suivi une crise très sensible dans l'industrie houillère d'Angleterre, compliquant d'autant le problème du chômage dans ce pays. Pour juger de l'importance de la crise, il suffira de dire que l'emploi du charbon anglais que la puissante flotte britannique transportait sur tous les points du globe, a baissé de plus de 75 %. Et l'Angleterre, qui encore en 1913 avait exporté 87 millions de tonnes de charbon, n'en exportait en 1920 que 24 millions. Rien d'étonnant que l'industrie houillère anglaise ait été frappée d'une crise qui tend de plus en plus à se stabiliser.

Il convient, d'autre part, de remarquer que le charbon ne peut rivaliser avec le naphte dans le pays même de son extraction, le naphte étant de beaucoup supérieur en tant que combustible au charbon en même temps que son extraction et sa manipulation sont bien moins compliquées.

En ce qui concerne les Etats-Unis qui, nous l'avons dit, étaient hier encore les principaux fournisseurs de naphte sur les marchés mondiaux, des statistiques récentes ont montré la hausse progressive des importations de naphte pour leur propre usage. C'est ainsi qu'en 1920 les Etats-Unis utilisèrent pour les besoins intérieurs 405 millions de barils de naphte et qu'ils durent en importer du Mexique autres 120 millions. Des recherches ayant à cette époque été entreprises sur le territoire des Etats-Unis pour déterminer la quantité de naphte que contient le sous-sol américain, permirent de constater l'existence de réserves suffisantes pour une douzaine d'années encore; mais personne ne pouvait prévoir à ce moment le fantastique développement de l'automobilisme dans le monde et en Amérique plus particulièrement. C'est ce qui donne à supposer que l'estimation faite par les spécialistes américains se trouve au-dessous de la vérité.

D'autre part, le nombre d'automobiles existant dans le monde au 1^{er} janvier 1928 était évalué à 29.500.000; un an plus tard, le 1^{er} janvier 1929 ce nombre avait plus que doublé; à elle seule, l'Amérique en comptait 24.500.000. Les Etats-Unis qui, en 1920, avaient importé du Mexique 120 millions de barils de naphte vont se trouver obligés, d'après les évaluations de spécialistes d'intensifier dans des proportions considérables l'importation du naphte. Il est en effet établi qu'en 1930, la quantité de naphte répondant aux besoins des Etats-Unis ne sera pas inférieure à 900 millions de barils. Ces estimations pourraient bien être inférieures à la réalité, attendu que dans le passé, personne n'aurait pu se douter qu'au 1^{er} janvier 1929 le nombre d'automobiles aurait atteint de par le monde 32 millions; or, des observations faites dans les fabriques d'automobiles, il est facile de constater que leur nombre va croissant. C'est ainsi qu'en France notamment, l'année 1920 il est sorti des usines 38.260 automobiles, alors qu'en 1927 ce nombre a atteint le chiffre de 191.300. En quelque sept ans, la fabrication d'autos a quintuplé. Les mêmes proportions peuvent être observées dans tous les pays d'Europe et d'Amérique.

Nul n'ignore, d'autre part, le rôle joué par le naphte au cours de la dernière guerre. Lord Curzon en a montré à l'époque l'importance : « Il ne serait pas exagéré de dire que la victoire des Alliés a été apportée sur les flots du naphte », ce qui prouve que pendant la guerre, le naphte a été l'un des plus importants moyens de la défense nationale. Nous voulons bien croire à l'impossibilité d'une nouvelle guerre, personne ne la désirant en ce moment. N'empêche que l'emploi du naphte se développe avec une telle rapidité que le problème de son exploitation et de sa répartition devra soulever la nécessité d'organiser un contrôle international ou pour mieux dire l'établissement d'une politique en tout semblable à celle « de la porte ouverte » pour les pays de naphte. Qu'on se représente qu'en Amérique existe une automobile par 5 habitants et qu'en France, pays qui occupe dans ce domaine, le cinquième rang, il existe une automobile par 40 habitants. Peu à peu l'automobile évince le cheval dans l'économie paysanne et le pétrole, moyen d'éclairage aujourd'hui, est appelé à remplacer dans les campagnes le foin nécessaire aux animaux de trait et de labour. Ces considérations suffisent pour justifier les prévisions émises sur l'utilisation toujours plus grande du naphte.

* * *

Comme il l'a été signalé précédemment, les spécialistes américains affirment que les réserves de naphte diminuent en Amérique, ce qui veut

dire que le pays de la plus puissante industrie du globe, l'Amérique, est menacé dans un avenir assez rapproché de se trouver sans naphte, sans son propre naphte. Et l'on sait que jusqu'à présent, les recherches faites sur divers points de cet Etat, n'ont point donné de résultats positifs; cela démontrerait que les sources de naphte en exploitation s'épuisent. Et si par ailleurs on constate l'existence de terrains pétrolifères, l'utilisation intensive du naphte avec le développement incessant de l'industrie laisse peu d'espoir d'un rendement suffisant de combustible liquide.

Si l'on examine les statistiques concernant la production mondiale du naphte, il est facile de constater que le Caucase y occupe le quatrième rang. Mais cela n'implique rien de précis en ce qui concerne les réserves de naphte du Caucase. Nous nous efforcerons, dans un prochain article, de montrer les réserves de naphte existantes dans le monde et la part qui revient au Caucase.

Le problème du naphte à lui seul, exception faite de toutes autres richesses et à l'exclusion de toute considération politique, confirme notre conviction que la question de l'indépendance du Caucase n'est pas seulement un problème intérieur d'ordre russo-caucasien. L'industrie du naphte du Caucase doit inévitablement se développer sur un plan mondial avec ses moyens techniques de production, de transport, de commerce. La Russie à elle-seule est dans l'impossibilité immédiate de développer cette industrie, la guerre mondiale a suffisamment démontré son impuissance dans ce domaine; sa faiblesse est devenue plus apparente encore après la guerre et surtout après la révolution. Il faut bien reconnaître du reste que le colosse russe aux pieds d'argile a toujours donné une fausse impression de sa puissance. Ce vaste Etat, immense comme territoire et imposant par le chiffre de sa population, mais dépourvu de moyens suffisants de transport, doit être relégué au plan des Etats secondaires en tant que force réelle. Il suffit de voir la densité de la population, insignifiante par rapport aux autres Etats du globe en raison de l'immensité de son territoire, pour se convaincre que la force de ce peuple de tant de millions d'individus est d'une faiblesse qui croît en proportion du territoire qu'il occupe.

La politique d'accaparement de territoires étrangers dans le temps même où les siens propres sont démesurément suffisants et l'impossibilité de les mettre en valeur pour les raisons multiples ont conduit à l'effondrement cet Etat que d'aucuns croyaient si puissant.

Nous pouvons donc affirmer, sans crainte d'être démentis, que la Russie, entièrement ruinée après la révolution est incapable de remettre en état et de développer l'industrie du naphte sur une échelle mondiale. Or, les besoins en naphte sont immédiats, toute attente prolongée est impossible; l'industrie mondiale a soif de naphte et des garanties sont nécessaires pour que le Caucase puisse librement participer à la production du naphte. Il faut donner au Caucase la possibilité de développer le travail producteur du capital mondial et du commerce. Et cela ne saurait être sans la création d'un Etat caucasien unifié sous la sauvegarde de traités internationaux et de la Société des Nations.

Tamby ELEKHOTY.



La question du Caucase au Parlement Suisse

Le gouvernement suisse, comme il convient aux pays démocratiques, a établi l'habitude de soumettre chaque année aux Chambres fédérales un rapport détaillé sur les travaux de la Société des Nations et sur le rôle de la délégation suisse que préside avec distinction l'éminent homme d'Etat, M. le conseiller fédéral Motta. Au sujet de ce rapport, chaque fois un débat général s'institue permettant aux députés d'exprimer leur opinion et d'apporter leurs suggestions concernant les solutions à trouver aux problèmes internationaux.

Le distingué député vaudois, M. Albert Wulliamoz, n'a pas manqué cette occasion pour traduire l'opinion publique auprès de la haute assemblée de la plus vieille démocratie du monde au sujet du problème brûlant du Caucase. A la séance du Conseil National, le 15 mars, M. Wulliamoz a prononcé en effet un discours remarquable en faveur des peuples du Caucase opprimés par la tyrannie bolchéviste. Nous sommes heureux de donner ici, d'après le compte rendu sténographique, la teneur de ce beau discours que voici :

La Société des Nations, vers laquelle convergent nos espoirs, a déjà réalisé une œuvre considérable. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir le message du Conseil fédéral résumant les travaux de la neuvième session et d'avoir recueilli de la bouche de M. le conseiller fédéral Motta, chef du Département politique, les renseignements fournis en séance de la commission à Lugano.

Les domaines les plus divers : économiques, juridiques et surtout politiques, forment le cycle immense des investigations de cette œuvre de rapprochement des peuples. Si les problèmes d'importance capitale, comme ceux du désarmement, des minorités, n'en sont encore qu'aux travaux d'approche, n'est-ce pas déjà un résultat appréciable d'avoir jeté les bases d'un pacte de conciliation et d'arbitrage entre les Etats malgré les divergences de races, de langues, de mentalité, de coutumes qui forment la plupart du temps des barrières infranchissables ? Réussir à sceller une pierre angulaire sur le terrain mouvant des conflits d'intérêts qui toujours sèment un peu de poudre sur l'encre des chancelleries... n'est-ce pas fortifier l'édifice de temps nouveaux et meilleurs ?

Mais la Société des Nations manquerait à ses devoirs et fausserait son but en ne s'occupant que des Etats dont l'importance domine « nolens volens » les délibérations de l'assemblée.

La situation toujours délicate des minorités ethniques, des petits Etats, doit éveiller sa sollicitude et ses préoccupations; ils méritent d'être traités avec une condescendance spéciale, si l'on veut tarir les sources de futurs conflits.

Maintes fois aux assises de Genève, s'exprima le désir généreux de « l'universalité de la Société des Nations » ! En s'inspirant de ce principe de justice, d'équité, qui ne saurait être affligé du sort d'un Etat reconnu « de jure » par les puissances alliées en 1921 et qui souffre, opprimé par les bandits moscovites ? J'ai signalé ce malheureux pays, la Géorgie, qui depuis huit ans gravit un dur calvaire sous l'œil indifférent de l'Europe !

La Suisse a constamment manifesté des sentiments de sympathie aux peuples qui gémissent sous le joug des oppresseurs. Notre instinct de liberté s'insurge contre les tentatives d'asservissement des faibles et nous ne pouvons nous taire devant le massacre et les persécutions organisées contre des populations dont la devise a toujours été : Vivre libre et mourir.

Peuple de montagnards du Caucase, existant déjà comme Etat indépendant avant Rome et Athènes, la Géorgie, après des siècles de prospérité et parfois d'infortunes, a été simplement annexée par la Russie en 1801.

Mais l'esprit national n'a jamais été dompté par les tsars !

Toujours en éveil, il organisa la résistance et les mouvements d'émancipation en 1804, 1810, 1819, 1820, 1830, 1878. Enfin, la révolution abattit l'empire des tsars en 1917; la Géorgie, recouvrant sa liberté, s'érigea en république. Les puissances alliées reconnurent le nouvel Etat de facto : 1920, puis de jure : 27 janvier 1921. En dépit de cet acte et malgré le traité d'amitié conclu avec la Russie en 1920, les rouges envahirent la Géorgie et la soumièrent (19 mars 1921). Son gouvernement, abandonné bien à tort par les Alliés, se retira d'abord à Constantinople puis à Paris d'où il dirigea la lutte contre les oppresseurs. Hélas ! cette tentative, qui se manifesta par l'insurrection d'août 1924, devait se terminer comme tous les précédents mouvements par les épouvantables exécutions de la Tchéka. Plus de cinq mille Géorgiens furent alors massacrés.

On frémit à la pensée de ces atrocités.

L'opinion publique en Suisse s'est émue. Journaux politiques et religieux ont déploré le sort de ce malheureux pays et le Comité National des Unions chrétiennes de jeunes gens examine l'opportunité d'un appel d'une protestation devant la conscience universelle.

Est-il besoin de rappeler que l'éclair incendiaire de la guerre mondiale partit de la Macédoine ? En laissant subsister en Géorgie un régime de spoliation et de sang, l'Europe ne se prépare-t-elle pas de nouvelles difficultés ? Ecoutez ces commentaires parus dans une revue italienne, sous la plume autorisée de M. F. Lamberti :

« Le problème du Caucase, non résolu encore, n'est pas de ceux que l'on puisse facilement laisser de côté. Tôt ou tard, et bien plus tôt que tard, il finira par imposer son poids sur tous les problèmes politiques internationaux.

« Situé entre deux continents, le Caucase est un des principaux points stratégiques du monde. C'est l'un des centres importants de communication qui mérite la plus grande attention, si l'on veut éviter toute surprise au moment où un grand changement politique viendrait bouleverser la situation internationale.

« Dans cette partie du monde favorisée de la nature par son climat et ses richesses, vivent de valeureuses populations (près de huit millions d'âmes) qui luttent pour leur indépendance, et qui, en présence de l'indifférence de l'Europe, laquelle aurait tout intérêt à favoriser leurs aspirations, sont soumises à un régime de terrorisme et de violence inimaginable de la part d'un Etat étranger avec lequel ils n'ont rien de commun. »

Ces peuples opprimés par le chacal moscovite tournent désespérément leurs regards vers la Société des Nations. Ils lui ont adressé un mémo-

randum à l'occasion de la IX^e session, dont nous examinons aujourd'hui les travaux. Cet appel en dit long sur le régime barbare des Soviëts qui ne se maintient que par la terreur.

Jamais la question de l'Orient et de l'Europe ne pourra être considérée comme équitablement tranchée, tant que la vie des peuples du Caucase, ayant chacun leur histoire, leur culture plusieurs fois séculaire et leur droit à l'indépendance, n'obtiendra une solution répondant à leurs intérêts vitaux comme aux principes proclamés par la Société des Nations. La question géorgienne, qui vraisemblablement entraînera après elle la solution de tout le problème caucasien, a été également discutée par la III^e Assemblée de Genève où le délégué belge, particulièrement soutenu par les représentants de la Suède et de la Suisse, s'étant fait le champion du malheureux pays, recueillit les applaudissements unanimes des autres délégués.

La conscience universelle ne saurait se taire quand la justice et l'équité sont foulées aux pieds. Je viens donc prier M. le conseiller fédéral Motta, lors des futures Assemblées de la Société des Nations, d'user de son influence pour obtenir un geste libérateur au profit de la Géorgie.

X.

Le Communisme et la vie culturelle en Ukraine soviétique

La politique nationale du pouvoir soviétique en Ukraine, inaugurée par le bolcheviks en 1922 en vertu d'une décision de la III^e Internationale sur l'ukrainisation du parti communiste aussi bien que des rouages soviétiques, n'a jamais caché ses buts véritables. Plus d'une fois déjà les théoriciens politiques, ainsi que les membres du gouvernement soviétique ont fait comprendre que le parti communiste doit accaparer la vie culturelle ukrainienne tout en l'intéressant à la révolution communiste. C'est ce qui explique toutes les mesures prises par les bolcheviks pour s'attirer les sympathies des jeunes littérateurs et des savants ukrainiens en dirigeant en même temps leur activité vers le courant communiste.

Cependant, toutes ces mesures se heurtent à une opposition irréductible de la part des forces intellectuelles dans toutes les branches de la vie culturelle ukrainienne. Il n'y a pas longtemps encore, la presse soviétique attaquait avec indignation le littérateur Khwylevo pour son manifeste, invitant la littérature ukrainienne à s'orienter vers l'Europe Occidentale et non pas vers Moscou.

La divergence qui sépare les communistes des intellectuels de l'Ukraine s'accuse de plus en plus dans le conflit qui continue à persister entre le gouvernement soviétique et l'Académie des Sciences Ukrainienne. Tout dernièrement, ce conflit, nul ne l'ignore, a amené l'exclusion de l'Académie de quelques savants notoires de l'Ukraine.

Actuellement, tout en continuant à faire des efforts pour augmenter leur influence, les communistes se sont tournés surtout du côté des sciences historiques de l'Ukraine. Dans le *Communiste* de Kharkov a paru un article fort intéressant sous ce rapport, du jeune savant communiste ukrainien Yavorski, lequel expose le point de vue du parti communiste au

sujet de la question soulevée. M. Yavorski fait ressortir que la science a une importance considérable dans l'éducation politique de la société; c'est ce que le monde capitaliste a bien compris lorsqu'il utilise l'histoire pour éduquer des générations entières sur les conceptions et sur les traditions de la *compréhension bourgeoise*. C'est pourquoi les communistes ne doivent pas être indifférents, ajoute M. Yavorski, pour expliquer tel événement historique, mais ils doivent au contraire concentrer sur la science toute leur attention. D'après M. Yavorski, le développement de la science de l'histoire, dans le sens du communisme, en Ukraine, acquiert une importance particulière, attendu qu'ici, depuis longtemps déjà, l'histoire s'est trouvée sous l'influence du nationalisme dominateur ukrainien. Au moment où les savants russes tâchaient d'écarter toute possibilité, pour les Ukrainiens, de concevoir leur passé historique, la science ukrainienne faisait surgir l'un après l'autre ses défenseurs; ces derniers, se basant sur la science, démontraient le droit du peuple ukrainien à l'autodétermination.

L'Histoire des Rous ou Russes, parue entre les XVIII^e et XIX^e siècles, se donnait comme but d'établir par le passé historique de l'Ukraine ses tendances à l'auto-détermination. Au milieu du XIX^e siècle un historien bien connu : Kostomarov a souligné dans ses études scientifiques l'imminence du conflit avec les intérêts impérialistes de la Russie impériale, en lui opposant les traditions fédéralo-démocratiques du peuple ukrainien. MM. Dragomanov et Antonovitch tout en continuant l'étude de l'histoire de l'Ukraine ont créé à la limite des XIX^e et XX^e siècles, l'école ukrainienne de l'histoire, laquelle a donné toute une génération de savants tels que Hrouchevski, Efremov, Jitetski, Vassilenko, etc. Cette génération de savants ukrainiens a partagé jusqu'à ce jour une thèse tendant à prouver que l'enseignement de l'histoire de l'Ukraine doit servir d'école au réveil de la conception nationale et de base, du point de vue nationaliste ukrainien.

Le représentant le plus en vue de la science contemporaine de l'histoire de l'Ukraine est sans contredit le professeur de l'Université, M. Hrouchevski, lequel en son temps fut l'un des organisateurs les plus actifs de l'Etat indépendant ukrainien, et l'on sait que comme président de la Rada-Centrale en 1917-1918, il prit une position inconciliable avec le communisme. Après avoir, comme émigré, passé quelques années à l'étranger, il abandonna la vie politique pour rentrer à Kiev et ne s'occuper que d'activité scientifique. A son retour à Kiev, le professeur Hrouchevski prit une part très active à la vie culturelle de l'Ukraine; il s'emploie à **prolonger les vieilles traditions** dans leurs rapports avec l'étude de l'histoire. Sa conception de l'histoire de l'Ukraine repose sur l'opposition du processus historique de l'Ukraine à celui de la Russie. Tandis que le processus historique russe, dit-il, s'est élargi au cours des siècles dans le sens de la création d'une forte bourgeoisie agraire et industrielle russe, avec assimilation de la bourgeoisie ukrainienne, la marche des événements historiques en Ukraine prenait une toute autre direction. Dans son processus historique russe, dit-il, s'élargissait au cours des siècles dans pour devenir un peuple paysan par excellence. C'est ce qui expliquerait que les paysans ukrainiens sont les uniques représentants de l'idée nationale; cette particularité donnerait au peuple ukrainien un caractère très spécial en raison de son uniformité sociale; de ce fait découle la résistance du peuple contre la dictature du prolétariat et sa tendance vers les formes démocratiques de la vie sociale.

Il est bon de remarquer que, d'après l'opinion de M Yavorski, le professeur Hronchevski a su attirer vers lui la jeune génération adonnée à la science, en raison de sa théorie; c'est à cette génération qu'il insuffle les bases contraires au communisme qui, d'après lui, veut jeter à l'Ukraine un prolétariat qui au point de vue national lui est étranger.

Yavorski affirme encore que la théorie du professeur Hrouchevski professeur Hrouchevski a su attirer vers lui la jeune génération adonnée sur l'absence en Ukraine de division en classes chez le peuple, présente un grave danger pour le communisme en Ukraine; cette théorie répond à la psychologie des masses populaires de l'Ukraine, allant jusqu'à jeter le trouble parmi les communistes ukrainiens. C'est pour ces raisons, estime M. Yavorski, qu'il faut porter toute son attention sur l'orientation de l'histoire ukrainienne. A Kharkov, en effet, les bolcheviks ont déjà formé une société scientifique qui porte le nom de « Istorik-Marxist » (Historien-Marxiste), laquelle se donne pour but de faire des recherches sur l'histoire de l'Ukraine dans un esprit purement communiste, afin de porter atteinte au développement des études de l'histoire ukrainienne, soi-disant « bourgeoise », laquelle, disent-ils, engendre le nationalisme.

Pour illustrer le fait de la création par le pouvoir soviétique de cette société scientifique, il est intéressant de signaler une déclaration faite récemment à Kiev par le Secrétaire général du parti communiste en Ukraine, M. Kossior. Dans son discours, M. Kossior a fait remarquer que le remplacement des vieilles forces scientifiques par de nouvelles, élevées dans l'esprit communiste, rencontre de grands empêchements. Il est impossible pourtant d'éloigner les vieilles forces scientifiques, lesquelles, bien que n'adoptant point le communisme, collaborent néanmoins avec le pouvoir soviétique. M. Kossior termina son discours par une menace à l'adresse des savants qui ne suivraient pas les bolcheviks.

Le discours de M. Kossior, prononcé à Kiev, au centre même de la vie culturelle de l'Ukraine, n'est autre chose, évidemment, qu'un signe précurseur de nouvelles répressions contre les savants ukrainiens. On doute fort cependant, que sous l'influence de ces menaces, la vie culturelle ukrainienne suive l'orientation communiste. Il faut plutôt s'attendre à ce que cette résistance soit plus rébarbative encore au communisme, et cela d'autant plus qu'elle se trouve profondément ancrée dans la psychologie du peuple ukrainien.

S. N.

ABDIN-BEY MIR KASSIM

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris la mort d'un de nos meilleurs collaborateurs et amis, Abdin-Bey Mir Kassim. Il était né à Bakou, en 1886, dans une famille très honorablement connue d'Azerbaïdjan.

Abdin-Bey avait fait ses études au lycée de Galata-Saraï à Constantinople; il y fut l'élève du célèbre poète turc Teffik-Fikret.

En 1919, le Gouvernement National de la République d'Azerbaïdjan l'envoya poursuivre ses études à Paris. Après avoir terminé la Faculté de Droit, il entra dans les rangs de ceux qui luttent pour l'indépendance du

Caucase. Il publia de nombreux et précieux articles sur l'histoire, la littérature et l'art du peuple azerbaïdjanien, ainsi que des articles politiques consacrés à la lutte pour l'indépendance.

En Abdin-Bey Mir Kassim disparaît, avant que d'avoir revu le ciel libre de son pays, non seulement un excellent camarade et collaborateur, mais l'un des meilleurs défenseurs de l'indépendance du Caucase animé du plus pur idéal révolutionnaire pour la liberté de son pays et de son peuple.

Que sa famille en deuil et ses nombreux amis trouvent ici l'expression de notre douloureuse sympathie.

Revue de la Presse

« Paneurope »

Nous vaons reçu le dernier numéro (N° 8-10) de la revue *Paneurope*, riche, comme toujours, en matières et en idées.

Ce numéro contient un appel de Coudonhovo-Kalergi, le chef du mouvement en faveur d'une Conférence paneuropéenne. Dans « l'Histoire du mouvement paneuropéen » il retrace les débuts d'abord pénibles, puis plus faciles, du mouvement et précise la tâche à réaliser pour 1929. Dans « Puissance et Droit », il invite les Paneuropéens idéalistes, dans l'intérêt même du mouvement, à descendre des hautes sphères spéculatives pour disputer le pouvoir aux politiciens. Dans « Guerre et Révolution », il montre que *Paneurope* peut, seule, obvier au double danger qui demeure, après le pacte Kellog : guerres civiles, révolutions fomentées par les grands impérialismes. Le beau discours du sénateur français Morlin à la Conférence Interparlementaire de Berlin en faveur de la paix et de l'organisation de l'Europe, répond au discours prophétique de Victor Hugo au Parlement français de 1849. La fin du cahier comprend enfin deux articles de M. Otto Deutsch : l'un, « La Russie et nous », sur la nécessité pour l'Europe de s'unir politiquement contre le danger du monopole du commerce extérieur; l'autre, « L'économie mondiale en 1929 », où il met en relief le déplacement du centre économique du monde.

« Si une modification des principes à l'intérieur de l'Etat devient nécessaire, conclut M. Otto Deutsch, soit sous la pression d'événements politiques, soit sous celle de nécessités économiques, la Russie gardera sans aucun doute à l'extérieur le masque du bolchévisme. L'Europe doit donc s'attendre à compter avec la puissance des Soviets comme avec une donnée réelle. Elle ne pourra pas se reposer, comme elle l'a fait jusqu'ici, sur l'illusion que cette puissance sera renversée soit par décomposition intérieure, soit par la force des armes.

« La Russie n'a pas encore le sentiment d'être en pleine possession de sa puissance. Elle sent sa faiblesse. Elle a encore peur de l'Europe. Ce serait, pour le monde, une chance insoupçonnée qu'elle en reste là. Mais ce sentiment de faiblesse disparaît à mesure que l'évolution s'accomplit et que les temps avancent... L'Europe, en face du danger russe, n'a qu'un parti à prendre : reconnaître le danger oriental ; s'unir. »

C'est ce que nous avons toujours dit.



CHRONIQUE

UKRAINE

Les élections au Soviets ruraux en Ukraine

Les élections aux Soviets ruraux de l'Ukraine qui viennent de se terminer se sont déroulées au milieu d'une grande effervescence. Durant les élections de nombreux fonctionnaires soviétiques locaux ont été tués ou grièvement blessés. Dans la seule province de Kharkov, six communistes ont été assassinés. Aussi le soviét de cette dernière région a-t-il décidé dernièrement de constituer un fonds d'assurances pour dédommager les fonctionnaires et leurs familles, victimes de la terreur paysanne (*Izvestia*, n° 49).

Dans la plupart des soviets nouvellement élus, les membres du parti communiste ne figurent que dans une faible proportion, 10,4 %; la jeunesse communiste a obtenu une moyenne de 6,3 %. Les autres sièges sont répartis entre les membres du « Komnezam » (comité de petits paysans) et les paysans n'appartenant à aucune organisation.

Il est à noter que les femmes figurent dans les nouveaux soviets dans une proportion de 17,5 %. En certains endroits ce pourcentage est encore plus élevé; il atteint 25 dans la ville de Balta. (*Proletarska Pravda*, n° 46).

Nouvelle contribution « volontaire » des paysans ukrainiens

De temps à autre, le pouvoir soviétique oblige les paysans ukrainiens à fournir une contribution « volontaire » considérable, qui est versée dans les caisses de l'Etat, en vue des besoins culturels locaux. Ces temps derniers 8.130 villages d'Ukraine ont été frappés de cette contribution « volontaire » pour laquelle les inscriptions s'élèvent à 18.800.000 roubles, dont 65 % sont déjà versés (*Izvestia*, n° 48, du 27 février).

Le bureau d'organisation du Comité central du parti communiste nous fait connaître la manière dont les sommes ainsi recueillies sont déposées par le pouvoir soviétique. Ce bureau signale des cas où certaines organisations soviétiques ont impudemment contrevenu à la loi d'attribution des contributions « volontaires » en employant ces fonds à des buts non appropriés, sans l'autorisation des paysans donateurs.

L'argent a servi, en partie, à couvrir des dépenses administratives, à payer les appointements de fonctionnaires soviétiques, à acheter des chevaux et des voitures pour le déplacement des membres des Soviets ruraux. Là où une partie des contributions « volontaires » a été affectée aux besoins culturels, il s'est produit de nombreux gaspillages. On a relevé aussi de nombreux cas de détournements.

L'épuration du parti communiste en Ukraine

Si l'on se réfère à la décision prise en novembre dernier par le Comité Central du parti communiste en Ukraine, on se préparerait à une nouvelle épuration générale du parti. A ce sujet le *Kommuniste* de Kharkov a publié une série d'articles sur la composition des diverses sections du parti communiste.

Il nous apprend que dans certaines organisations communistes, beaucoup de membres ont un passé criminel; on y constate en outre très souvent des cas d'ivrognerie, de brigandage, d'antisémitisme militant, de fonctionnarisme abusif, de gaspillage des deniers publics.

CAUCASE DU NORD

Plus d'une fois nous avons fait remarquer que le pouvoir soviétique au Caucase a la sensation de se trouver comme dans un camp ennemi, dont on se serait saisi temporairement pendant la guerre. Il paraît à présent que ce n'est pas seulement au Caucase que le sol glisse sous les pieds du pouvoir soviétique, mais presque sur toute l'étendue de l'U.R.S.S.

Très caractéristique sous ce rapport est le discours prononcé par M. Pitkowskî, représentant du Comité régional du Caucase du Nord à la 5^e conférence du parti communiste de la Région autonome de l'Ossétie du Nord. L'organe officiel de la Région, *Rastdzinad* (Vérité) le cite intégralement; en voici un passage :

« Nous devons reconnaître que le danger qui plane sur le pouvoir soviétique de la part du koulak, est grand. Cela nous oblige à intensifier la lutte contre le koulak sous tous les rapports. Nous devons bien comprendre que dans le système de notre économie il n'y a rien qui puisse donner satisfaction au koulak. Il n'est donc point douteux qu'à la première occasion, le koulak ne renverse le pouvoir soviétique. Personne, du reste, n'ignore que les plans tendant à renverser le pouvoir soviétique sont depuis longtemps déjà envisagés par le koulak. C'est pourquoi il faut tâcher de retenir le paysan moyen, faire en sorte qu'il ne se joigne pas au koulak.

Cette situation est surtout sérieuse au Caucase, où l'offensive des koulaks contre le pouvoir soviétique ne fait qu'un avec le mouvement national. C'est pourquoi *l'un des problèmes principaux en Ossétie consiste à lutter contre les intellectuels nationalistes en les empêchant, sous aucun prétexte, de pénétrer dans les Soviets*. Il est urgent de se presser et de traduire l'expédition des affaires en langue ossète dans les administrations pour que l'on puisse remplacer les intellectuels par des pauvres et par des journaliers, qui ne possèdent que leur langue maternelle. Il est nécessaire de grouper le plus rapidement possible les ouvriers, les pauvres et les journaliers et de présenter un front unique au travail de ces chauvins. » (Lire des nationalistes. — N. D. L. R.).

Dans les numéros précédents de *Prométhée* nous avons exposé le genre de nationalisme qui se développe au Caucase du Nord où l'on cherche à obtenir la réalisation d'une Confédération du Caucase indépendant, tandis que les communistes nationalistes cherchent à créer un Caucase confédératif soviétique.

La Campagne des semailles

La campagne des semailles d'automne a piteusement échoué. L'augmentation de la surface destinée à l'ensemencement est restée à l'état de projet. Pour le réaliser il fallait de l'argent. Les commissaires du peuple locaux à l'Agriculture ont fait une demande à Moscou pour obtenir des subsides, mais Moscou a refusé. Des crédits ont même été refusés au Daghestan, région la plus éprouvée par la famine; ces crédits, qui se chiffrent à 60.000 roubles, avaient été demandés pour effectuer l'ensemencement des céréales d'hiver. De par ce refus, 23.580 hectares de terre sont menacés de rester en friche au printemps. D'après le plan de campagne dite des semailles des blés du printemps pour l'année courante, le Commissaire du Peuple au Commerce et à l'Industrie et le Commissaire du Peuple à l'Agriculture au Daghestan ont fait des démarches à Moscou pour obtenir en faveur du Daghestan un crédit de 300.000 roubles à court terme jusqu'au 1^{er} novembre de l'année en cours. Or le moment des labours est venu et la réponse de Moscou tarde à venir. Le gouvernement du Daghestan se désintéresse de l'affaire, aussi laisse-t-il toute initiative à la coopérative rurale du Daghestan, laquelle est complètement insignifiante et entièrement dépourvue en outre de moyens matériels.

Voilà donc ce qui advient des vastes plans des Soviets qui estimaient

pouvoir augmenter la récolte dans les proportions de 35 %. En admettant même que les secours en crédits arrivassent à temps de Moscou, cela n'aurait guère changé la situation, attendu que dans ces cas on vient habituellement qu'au secours des pauvres et qu'aux économies collectives. Les pauvres recevant ainsi des secours en argent et en semences ne sèment rien. Par contre, ceux qui travaillent sont considérés comme « koulaks », c'est-à-dire comme ennemis du pouvoir soviétique; à ceux-là on vient prendre le fruit de leur travail sans rien leur donner en échange.

GEORGIE

Notre correspondant nous écrit de B. :

Les arrestations en masse ordonnées par Staline prennent l'importance d'un évènement beaucoup plus grand qu'on aurait pu le supposer tout d'abord. Les partisans de Trotski viennent d'être officiellement déclarés contre-révolutionnaires, et en révolte ouverte contre le régime actuel. Cela signifie qu'ils perdent les garanties de sécurité que leur donnait le fait d'être des adhérents du parti et qu'ils encourent les mêmes mesures de répression, tout aussi rigoureuses que celles encourues par les autres adversaires du bolchevisme. Or, qui n'est pas en Géorgie, l'adversaire déterminé du régime néfaste établi par la force, après l'occupation militaire du pays par les Soviets ? Le peuple désarmé et courbé sous le joug moscovite ne dissimule pas son mécontentement et, tout en luttant contre la misère engendrée par la politique coloniale spoliatrice des Soviets, il ne manque pas en toute occasion de montrer d'une manière plus menaçante son mépris contre les spoliateurs. Cela suffit pour que nombre de patriotes géorgiens aient été dénoncés comme Trotskistes et saisis du même coup, dans le filet de la Guépéou. Staline a recours exclusivement à la Guépéou; les instances régulières du parti bolchevik ne lui inspirent pas assez de confiance pour les charger d'une opération de « nettoyage » du pays. Les agents de la Guépéou fout preuve d'un zèle particulier pour ce genre de « nettoyage » et la fameuse prison de Metekhi regorge de prisonniers. Par milliers, ils sont dirigés vers la Sibérie et vers Solovki, îles de l'Océan glacial. Nous avons eu dernièrement la joie d'apprendre que parmi les noms des déportés figurent ceux de M. Mdivani, ancien chef de la mission commerciale soviétique à Paris et qui occupait le même poste en Perse; de M. Kavtaradze et de quelques autres renégats géorgiens qui avaient pris, nul ne l'ignore, une part très active dans l'organisation de l'invasion soviétique en Géorgie. Qu'ils vantent maintenant les bienfaits de la domination de Moscou. Toutes les informations reçues de Moscou rapportent en bloc qu'une sérieuse effervescence règne en Russie où la Guépéou, conformément aux ordres du gouvernement, sévit avec une rigueur exceptionnelle contre les partisans de Trotski. Ceux-ci, malgré les peines draconiennes dont ils sont menacés, ne se sont pourtant pas laissés intimider et ils n'ont en rien ralenti leur action, bien au contraire. Le morcellement s'accroît dans le parti communiste et nous attendons tous avec impatience l'écroulement prochain du cauchemar soviétique.

Librairie Orientale et Américaine

COMMISSION

Fondée en 1835

EXPORTATION

JEAN MAISONNEUVE * *

MAISONNEUVE Frères, Successeurs

Libraires-Éditeurs

3, Rue du Sabot, PARIS (6^e) France

R. C. Seine 214.190 B. — Compte Chèques Postaux 423-73, Paris

Ouvrages relatifs à la Linguistique, l'Archéologie, l'Histoire, l'Etnographie, etc.
de l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie

Grammaires, Dictionnaires, Chrestomathies
et Guides de conversation en toutes langues

Les littératures populaires de toutes les Nations, traditions, légendes,
superstitions, contes, chansons, etc.

Bibliothèque orientale — Bibliothèque linguistique américaine
Bibliothèque ethnographique, etc.

BIBLIOGRAPHIE — THÉOLOGIE

Revue de linguistique et de Philologie Comparée, fondée en 1868
Revue l'Etnographie

Grand choix de livres rares et curieux, Reliures anciennes, Livres à figures

CATALOGUE ENVOYÉ SUR DEMANDE

ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES

E 5114E
1929